



Un million de voix : le monde que nous voulons

Un avenir durable et la dignité pour tous

AVANT-PROPOS

Alors que le monde approche de 2015, la date butoir fixée pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), un processus de réflexion a commencé sur l'avenir du développement mondial. La définition de « l'agenda post-2015 » est une occasion d'inaugurer une nouvelle ère de développement international, celle qui pourra éradiquer l'extrême pauvreté et conduire à un monde de prospérité, de paix, de durabilité, d'équité et de dignité pour tous. Collectivement, nous devons saisir cette occasion historique de transformer nos économies et nos sociétés.

Le présent rapport est une synthèse des résultats d'une consultation mondiale sans précédent menée à bien par les Nations Unies, qui a impliqué la participation de plus de 1 million de personnes issues de tous les pays et de toutes les cultures. Un effort particulier a été fait pour atteindre les pauvres, les personnes marginalisées et celles dont on n'entend généralement jamais la voix. Les technologies modernes de communication, la mobilisation des agences de l'ONU et l'enthousiasme exceptionnel d'innombrables bénévoles ont rendu possible cette initiative unique. Par le biais de cet exercice, les Nations Unies ont voulu s'inspirer de l'esprit des premiers mots de sa charte fondatrice : « Nous, peuples des Nations Unies ».

Cette consultation a renvoyé un message clair. Alors que l'agenda post-2015 sera, comme il se doit, déterminé par les gouvernements, les peuples du monde entier exigent d'avoir un mot à dire dans les décisions qui affectent leurs vies. La société civile, le secteur privé, les jeunes (filles et garçons), les femmes, les personnes handicapées et les groupes autochtones doivent se sentir habilités par le futur cadre, pour que celui-ci soit entièrement légitime, et surtout pour qu'il puisse être mis en œuvre et suivi. C'est un défi énorme que de parvenir à un accord unanime qui comporte la même simplicité, la même force et la même puissance que le cadre des OMD et qui réponde en même temps au défi d'un développement durable. Le système des Nations Unies continuera d'appuyer les négociations et à faire entendre la voix des peuples. Ces aspirations et ces attentes ne peuvent être ignorées. Elles sont les charnières qui articulent le monde dans lequel les peuples veulent vivre.

Ban Ki-Moon

Secrétaire-général, Nations Unies

AVANT-PROPOS DES CO-PRESIDENTS DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES OMD DU GNUD

Les consultations qui ont été faites concernant l'agenda post-2015 pour le développement, facilitées par le Groupe des Nations Unies pour le développement, ont été un exercice fascinant et une leçon d'humilité. Continuellement, nous avons été inspirés par l'enthousiasme et l'énergie que ces consultations ont déclenchés. Le fait d'atteindre plus de 1 million de personnes a dépassé nos attentes initiales. Dans l'esprit de la Déclaration du Millénaire, et en s'appuyant sur l'expérience des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les peuples de tous les pays et de tous les milieux veulent clairement avoir un mot à dire sur leur avenir. Les informations, riches et nombreuses, recueillies par le biais de ce processus de consultation seront précieuses pour la conception de l'agenda post-2015 pour le développement.

Ces consultations ont révélé l'indignité toujours présente de la pauvreté, de l'inégalité, de l'injustice et de l'insécurité.

En finir avec la pauvreté et la faim, obtenir une totale égalité entre les sexes, améliorer les services de santé et l'accès à l'éducation pour chaque enfant : voici les priorités qui demeurent essentielles pour les peuples, et ils veulent que ces questions continuent d'être traitées directement dans le futur agenda.

Dans le même temps, les consultations ont révélé la nécessité d'apprendre des objectifs existants et de s'appuyer dessus. Par exemple, il existe une demande, provenant de la base, qui souhaite mettre davantage l'accent sur la qualité des services de base, et non pas seulement sur leur disponibilité. Ce n'est pas seulement le nombre d'enfants dans les écoles qui compte, mais ce qu'ils peuvent y apprendre. Et accroître la participation des femmes dans les gouvernements nationaux n'est que la première étape pour permettre aux femmes d'avoir leur mot à dire dans le processus décisionnel, à tous les niveaux.

Il y a aussi des appels pour un agenda véritablement transformateur, qui permette de relever les défis qui n'ont pas été abordés dans les OMD, ainsi que ceux qui sont en train de devenir critiques. Beaucoup de ces questions ont été abordées dans la Déclaration du Millénaire : la croissance inclusive et la création d'emplois décents, la gouvernance, la paix et la sécurité, l'absence de violence et la durabilité environnementale. Les peuples exigent un agenda universel qui aborde les défis autant pour les personnes que pour la planète. L'égalité et la non-discrimination sont également des thèmes clé : les peuples demandent justice, participation et dignité. Il n'y a pas de progrès si les peuples sont laissés pour compte.

Enfin, les peuples veulent continuer à avoir leur mot à dire, pour être sûrs que leur opinion sera prise en compte dans le futur cadre, ils veulent suivre en temps réel les progrès réalisés dans leurs pays, et ils veulent que leurs gouvernements soient responsables de la mise en application

des objectifs. Dans le cadre de cette dernière exigence, ils demandent une révolution du traitement des données, par le biais d'un meilleur accès à des informations actualisées, plus fiables et plus désagrégées. En bref, ils veulent continuer la dynamique de l'engagement déclenchée par les consultations. L'engagement et la participation phénoménale que nous avons observés dans les consultations pourraient bien être le début d'une prise de responsabilité sociale en ce qui concerne le prochain agenda pour le développement.

Ces résultats ont été obtenus par une collaboration exceptionnelle entre tous les organismes du GNUD et au-delà, travaillant « unis », aussi bien au siège de l'Organisation que sur le terrain, dans le même but commun. Nos remerciements vont à tous les coordonnateurs résidents et aux équipes de pays des Nations Unies, à tous les organismes de l'ONU aux niveaux mondial, régional et national, à tous les membres du groupe de travail sur les OMD du GNUD pour leur engagement très actif et à tous ceux qui ont contribué à rendre possible cette entreprise sans précédent. Des remerciements spéciaux vont également à l'équipe de rédaction pour les conclusions incroyablement enrichissantes issues des consultations, qui aideront à façonner le nouvel agenda pour le développement, et à assurer qu'il reflètera pleinement l'avenir que les peuples souhaitent avoir.

John Hendra

Sous-secrétaire général et
Directeur exécutif adjoint, Politique et
Programme, ONU Femmes

Olav Kjørven

Sous-secrétaire général et
Directeur, Bureau pour le développement
Politique, PNUD

MESSAGES CLES

Ce rapport rassemble les points de vue sur « le monde que nous voulons » de plus de 1 million de personnes dans le monde. Pendant près d'un an, les peuples se sont impliqués avec énergie dans 88 consultations nationales, 11 consultations thématiques, et dans l'enquête My World, réalisée au niveau mondial. En premier lieu, ceci montre le formidable intérêt qu'ont les citoyens de tous les pays à jouer un rôle dans la mise en forme et le changement de leur monde.

Les résultats de cette conversation d'ampleur mondiale contiennent des messages importants pour les gouvernements dans leur recherche de consensus sur un nouvel agenda pour le développement qui puisse s'appuyer sur les succès des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Les peuples ont dit clairement que les principaux domaines couverts par les OMD, l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, et l'égalité des sexes, restent d'une importance capitale, et non seulement pour les peuples qui vivent dans les pays les plus pauvres. Le rôle principal d'un nouveau cadre pour le développement doit être de terminer le travail inachevé des OMD.

Dans le même temps, il existe une demande de renforcement de l'ambition et de l'urgence, visant à atteindre le reste des peuples de la planète qui vit encore dans de nombreuses formes inacceptables de pauvreté. Le monde dispose des ressources et de la technologie pour éradiquer la pauvreté et la faim. Et la mort évitable d'un enfant est une mort de trop.

Puis, il y a aussi les appels de surpassement des objectifs quantitatifs qui n'ont pour but que d'augmenter la disponibilité. Par exemple, les peuples veulent avoir accès à une éducation de bonne qualité tout au long de leur vie, ainsi qu'à des soins de santé complets et de meilleure qualité.

Les appels d'un million de voix ne s'arrêtent pas là. Les peuples sont indignés par l'injustice qu'ils ressentent à cause des inégalités et des insécurités croissantes. Ils estiment que les bénéfices de la croissance économique sont inégalement répartis, et réclament ainsi des emplois et des moyens de subsistance décents. Ils demandent à leurs gouvernements de mieux les représenter en offrant des services essentiels, en encourageant la croissance tout en régulant les marchés, et en empêchant les insécurités liées à la dégradation de notre planète et du bien-être des générations futures. Ils veulent améliorer leur vie et celle de leur famille et demandent que les gouvernements créent des opportunités pour leur participation pleine et égale aux décisions qui les concernent. Et ils veulent vivre sans craindre la violence ou le conflit. Ils demandent que ces questions fassent partie d'un nouvel agenda pour le développement.

Les inégalités et l'exclusion sociale existent notamment pour les personnes les plus pauvres, les femmes et les jeunes filles, dans les zones rurales et les bidonvilles urbains, pour les personnes vivant avec un handicap, les populations autochtones, les peuples migrants et déplacés, et d'autres encore qui sont marginalisés pour des raisons liées à la religion, à l'origine ethnique ou à l'orientation sexuelle. Les insécurités auxquelles ils font face s'accumulent : par exemple, l'absence d'un emploi décent peut laisser

quelqu'un sans accès aux services de santé et l'obliger à vivre dans des conditions dangereuses.

En outre, les peuples ont particulièrement souligné que les difficultés, et en même temps les opportunités, auxquelles ils sont confrontés sont complexes et interdépendantes. L'accès à des aliments abordables et nutritifs est lié à la dégradation des sols et à la disponibilité de l'eau. La recherche d'eau ou de carburant peut exposer les personnes à la criminalité et à la violence, et des sources d'énergie dangereuses peuvent provoquer des décès en raison des fumées toxiques. Les peuples trouvent qu'il est plus difficile d'accéder aux services, de bénéficier de l'égalité des chances, ou de bénéficier de la richesse des ressources naturelles de leur pays quand les institutions sont faibles ou corrompues. Ceci souligne la nécessité d'aller au-delà d'une approche en silo et d'arriver à un futur agenda pour le développement durable qui soit plus intégré et holistique.

Les peuples demandent que ce nouvel agenda soit basé sur les droits de l'homme et les valeurs universelles d'égalité, de justice et de sécurité. Une meilleure gouvernance des marchés et de l'environnement sous-tend bon nombre de leurs appels. Parce que notre monde est aujourd'hui inextricablement lié par l'économie mondiale, notre environnement commun, et notre capacité à partager nos idées instantanément, ils soulignent la nécessité d'un agenda universel qui s'applique à tous les pays et à tous les peuples.

Ils demandent également à ce que l'accent qui avait été mis sur la création d'objectifs concrets et mesurables soit conservé, tout en améliorant considérablement la façon dont ils nous servent à mesurer le progrès. Ceci requiert une mise à niveau significative des informations dont nous disposons, par le biais de systèmes statistiques publics, ainsi que de nouvelles formes de données. Des données améliorées et désagrégées nous permettront de repérer les bénéfices pour tous les groupes de populations, afin de s'assurer que personne ne soit laissé pour compte.

Enfin, une révolution des données appuierait une révolution de la reddition de comptes. Les consultations ont ouvert des portes à une participation continue, non seulement dans ce processus de détermination des priorités du monde, mais aussi dans celui de la responsabilisation des gouvernements, des entreprises, des organisations internationales et de la société civile envers leur réalisation. Un plus grand engagement, une action plus vigoureuse, des ressources accrues et de meilleurs partenariats seront nécessaires pour obtenir « le monde que nous voulons ».



Chapitre 1 : Que nous disent les consultations ?

1. L'histoire jusqu'à présent : un engagement sans précédent dans l'élaboration de l'agenda post-2015

Ce rapport rend compte des résultats d'une conversation sans précédent au niveau mondial sur la vision concernant le cadre de développement post-2015, impliquant plus de 1 million de personnes issues du monde entier. En 2012, des membres du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD)¹ ont répondu à l'appel du Secrétaire général pour la création d'un processus ouvert et inclusif permettant de façonner cette vision et d'inclure la voix des individus et de la société civile dans la conversation. Nous avons ratissé large et essayé d'être aussi inclusifs que possible, tout en reconnaissant que les processus seront différents dans chaque pays. Beaucoup de pays ont fait des efforts particuliers pour atteindre les groupes marginalisés et les plus défavorisés de tous âges et de toutes nationalités : des voix qui ont jusqu'ici été mal ou sous-représentées dans le débat sur les programmes de développement actuels et futurs. Le processus a inclus des intervenants provenant de nombreux et divers domaines de la vie, notamment des représentants des gouvernements nationaux et locaux, le secteur privé, les syndicats et les organisations de la société civile.

Un rapport intérimaire sur cette conversation globale a été publié en Mars 2013. Depuis lors, la conversation s'est étendue partout dans le monde grâce à des enquêtes, des discussions ciblées avec des groupes marginalisés et autres parties prenantes, et des discussions thématiques en ligne. Il y a eu trois principaux canaux pour cette conversation. Premièrement, 88 consultations nationales dans les pays où l'ONU fournit une assistance aux gouvernements, facilitées par les équipes de pays des Nations Unies, en coordination avec les gouvernements, le secteur privé et les groupes de réflexion de la société civile. Deuxièmement, 11 consultations thématiques dirigées par des agences des Nations Unies, en collaboration avec les gouvernements, impliquant également la société civile, les universitaires et les entreprises. Troisièmement, l'espace « worldwewant2015.org » a fourni la plateforme pour l'engagement en ligne sur des

¹ Le GNUD réunit les 32 fonds, programmes, agences, départements et bureaux de l'ONU qui jouent un rôle dans le développement. L'objectif commun du groupe est de fournir un appui plus cohérent et efficace aux pays qui cherchent à atteindre les objectifs de développement qui ont été acceptés au niveau international, notamment les OMD.

sujets clés liés aux 11 débats thématiques et consultations nationales. Ceci a été complété par l'enquête mondiale My World, qui demandait aux répondants d'énumérer six priorités pour eux et leurs familles, et qui a jusqu'à présent attiré le vote de plus de 800 000 personnes issues de 194 pays.²

En plus des 88 consultations nationales dans le Sud, des consultations multipartites autour de l'agenda post-2015 sont également en train de se dérouler dans de nombreux pays « développés », comme [le Canada](#), [le Danemark](#), [la France](#), [l'Allemagne](#), l'Italie, le Japon, [les Pays-Bas](#), [l'Espagne](#), [la Suisse](#), le Royaume-Uni et [l'Union européenne](#).

Les résultats sont souvent les mêmes que ceux des consultations effectuées dans les pays en développement. Les répondants ont les mêmes soucis et les mêmes aspirations, par exemple, concernant l'éducation et la santé, et pensent que les problèmes mondiaux affectent leurs vies et celles de leurs enfants.

Dans ces dialogues nationaux, les peuples appellent les gouvernements à faire tout leur possible pour contribuer à la réalisation des OMD d'ici 2015, mais en même temps, ils font pression pour un cadre successeur puissant et légitime qui combine développement et durabilité. Le plaidoyer commun est pour des objectifs universels qui contribuent à la dignité humaine et aux droits de l'homme. Ils veulent un monde juste, équitable et durable dans lequel chaque personne peut atteindre son potentiel et vivre à l'abri de la pauvreté.

Pour atteindre un nouveau cadre post-2015, les consultations soulignent l'importance de commencer par une véritable vision commune sur l'avenir de notre planète, et soulignent que le développement ne peut être atteint que grâce aux efforts conjoints de tous.

Dans les mots d'un représentant d'une ONG espagnole : « *Nous devons penser MONDIALEMENT, mais aussi agir MONDIALEMENT.* »

Ce rapport rend compte des résultats de ces courants complémentaires. Il utilise et rend hommage le plus possible aux voix que nous avons entendues : pour exprimer dans leur propre langue les problèmes et les contraintes auxquels les peuples du monde entier sont confrontés, et pour faire connaître les sujets auxquels, selon eux, les gouvernements devraient donner la priorité et poursuivre pour obtenir le monde qu'ils veulent.

Reprendre là où nous nous étions arrêtés

Dans ce rapport, nous reprenons là où nous avons laissé la conversation mondiale en mars, lorsque nous avons résumé ce que nous avons entendu dans les phases initiales du processus

² www.myworld2015.org.

de consultation. La conversation continue a renforcé les conclusions de notre premier rapport initial, mais jette également une nouvelle lumière sur les priorités émergentes. Les résultats des consultations ont montré non seulement un fort désir de capter la dynamique générée par les OMD, mais aussi le désir d'intégrer des domaines et des principes supplémentaires issus de la Déclaration du Millénaire et qui n'étaient pas présents dans les OMD. Ils reflètent également et clairement, la nécessité de tenir compte des problèmes qui sont apparus depuis l'an 2000, ainsi que des défis à venir, en particulier ceux liés à la dynamique démographique et à la dégradation de l'environnement. Ils montrent clairement une demande de lutte contre les inégalités, l'injustice et l'insécurité sous toutes leurs formes, ainsi qu'une forte reconnaissance du besoin de réponse aux préoccupations en matière de gouvernance et d'une plus grande responsabilisation si l'on souhaite atteindre les objectifs fixés de manière durable. Ils expriment clairement le défi de reconnaître et de respecter les droits fondamentaux de l'homme, de comprendre la complexité des différents enjeux et les liens qui les relie, et de répondre à l'appel qui réclame un agenda plus ambitieux et plus transformationnel, tout en conservant l'accent sur des objectifs concrets, réalistes et mesurables. Ces points sont expliqués plus en détail dans la section suivante.

Notre rapport de synthèse provisoire, *La conversation mondiale a commencé*, a tiré trois conclusions principales de la première phase des consultations :

Tout d'abord, les problèmes couverts par les OMD sont toujours pertinents et ont la priorité sur l'agenda des populations. Depuis, ceci a été fortement corroboré par les résultats de l'enquête MY World, où l'accès à des services de santé et d'éducation de qualité est classé comme les deux grandes priorités mondiales.

Deuxièmement, la façon dont nous mesurons les progrès des domaines inclus dans les OMD actuels doit être adaptée, affinée et approfondie. Par exemple, nous devons être clairs sur le fait que notre objectif est d'atteindre toutes les personnes, y compris celles les plus marginalisées. Nous devons par exemple soulager tout le monde de l'extrême pauvreté et de la faim, et non pas seulement la moitié. Nous devons veiller à ce que toutes les femmes aient leur mot à dire dans les décisions qui les concernent. Nous devons éliminer tous les décès d'enfants et de mères évitables, et non pas seulement quelques-uns. Et l'accès à l'éducation ne suffit pas : nous devons aussi améliorer la qualité de ce qui est enseigné et nous assurer que les jeunes, femmes et hommes, seront bien préparés pour leur vie professionnelle.

Et troisièmement, il y a l'appel qui réclame de terminer le travail inachevé et de continuer de poursuivre les OMD dans le contexte du développement durable, de lutter contre les inégalités et la discrimination, et d'utiliser un cadre basé sur les droits de l'homme afin d'atteindre le

consensus sur un agenda véritablement transformateur pour tous. Ceci signifie qu'il faut prendre en compte d'autres domaines tels que la croissance inclusive et des emplois décents, la durabilité environnementale, la gouvernance, la paix et la sécurité.

Ces conclusions sont entièrement compatibles avec les résultats issus du dialogue mondial, et s'en sont en effet inspirées. Depuis mars, d'autres contributeurs nous ont fait part de leurs conclusions, ce qui représente une nouvelle étape dans le dialogue. Le Groupe de haut niveau (GHN) a publié les résultats de ses délibérations à la fin du mois de mai. Son rapport a appelé à des changements économiques et institutionnels importants, à un partenariat mondial renouvelé et à une révolution de la gestion des données pour le suivi des progrès et le renforcement de la responsabilisation. Trois autres rapports ont appelé à une vision tout aussi ambitieuse : ce sont ceux du Réseau des solutions pour le développement durable (SDSN), des commissions régionales des Nations Unies et du Pacte Mondial. Ces rapports ont été complétés par d'autres provenant de la société civile, des groupes de réflexion et du monde académique. Le Groupe de travail ouvert (GTO) convenu par des Etats membres à Rio, a également tenu une série de consultations avec les Etats membres et des experts du monde académique et des organismes des Nations Unies. Certains rapports sont allés au-delà d'une simple vision, et proposent des ensembles concrets d'objectifs et de cibles. En faisant cela, nous commençons à voir qu'un cadre de développement ambitieux et holistique, basé sur les droits de l'homme, est à la fois nécessaire et possible.

Les consultations ont révélé un énorme appétit et une grande demande d'implication, non seulement dans la conception du programme de développement, mais aussi dans sa mise en œuvre future. Un million de voix lancent un appel clair : les peuples, les entreprises et les organisations de la société civile veulent s'impliquer dans la création de solutions de développement, tout en tenant les gouvernements et la communauté internationale pour responsables de la mise en œuvre. Des personnes issues de différents milieux demandent une transformation, et pas seulement de l'objectif du développement, mais aussi de la façon dont nous allons nous y attaquer. Elles demandent non seulement une consultation ponctuelle, mais aussi une conversation continue et des possibilités concrètes d'engagement. Elles veulent non seulement exprimer les problèmes, mais aussi aider à trouver des solutions et être impliquées pour leur mise en œuvre. Dans ce contexte, un certain nombre de consultations nationales, comme en RDC, en Egypte, en Indonésie, au Kirghizistan et en Tanzanie, ont appelé à un environnement propice à l'engagement civique :

« Les personnes et les communautés doivent être les principaux moteurs au début, à la fin et tout au long de l'effort visant à transformer la société, à renforcer la résilience, à atténuer les conflits et à réaliser un développement durable. » - Rapport national de la Tanzanie, chapitre 3.11 sur l'action bénévole et la participation civique, p.39

Dans de nombreux pays, les personnes sont déjà impliquées et sont en train de façonner de nouvelles solutions, les gouvernements à tous les niveaux sont en train d'engager le public dans la recherche de solutions pour la préservation des ressources naturelles, pour des sources d'énergie innovantes et pour surveiller la qualité du service public. Ces efforts font tous partie d'un dialogue complexe qui génère les meilleures idées et établit un consensus sur l'agenda post-2015 : le monde que nous voulons. Ce processus de concertation comporte une valeur intrinsèque en soi, selon laquelle chacun devrait avoir le droit et la possibilité de participer aux décisions qui affectent leurs vies et celles de leurs enfants. Mais il représente également un investissement vital pour assurer le succès de la nouvelle vision globale sur le futur agenda pour le développement : en fait, le dialogue ne concerne pas seulement la vision, mais aussi la façon dont les bases pour la mise en œuvre pourront être posées rapidement. Les peuples du monde entier ont vivement exprimé le désir et la volonté de s'impliquer. Pour assurer l'appropriation et la durabilité à grande échelle, de la vision et de sa mise en œuvre, tout agenda futur doit comporter des moyens de tirer pleinement parti de l'énergie et des capacités des populations qu'il concerne.

L'objectif principal de ce rapport est de renforcer le débat en faisant entendre un nombre plus important et plus diversifiés de voix. Les consultations avec un large éventail d'intervenants au cours des derniers mois ont confirmé notre conviction que les personnes sont les meilleurs experts de leur propre développement. Quand les Etats membres se consultent au sein du GTO sur la forme et le contenu des objectifs de développement durable, il est à espérer que la possibilité d'écouter le million de voix et plus du monde entier contribuera à atteindre un consensus sur ce qui est nécessaire pour se rapprocher du monde que nous voulons.

Rapport final sur les consultations de pays aux Iles Salomon, Agenda post-2015 :

« Les OMD sont encore une affaire inachevée dans les îles Salomon. Les leçons tirées de la mise en œuvre des OMD sont que des objectifs qualitatifs et spécifiques à chaque pays sont nécessaires au stade de la définition des objectifs. En outre, dans le cas des îles Salomon, les jeunes, les personnes handicapées, les personnes âgées, la population dans les zones rurales et d'autres groupes vulnérables n'ont pas été pleinement engagés dans la mise en œuvre des OMD. Par conséquent, une approche inclusive doit être appliquée lors de la définition des objectifs, ainsi que lors de la mise en œuvre de l'agenda post-2015. »

« ... En particulier, il est important d'écouter attentivement les besoins et les voix des groupes les plus pauvres. Ce n'est pas seulement une nécessité morale mais aussi pratique. Ce sont les groupes les plus pauvres qui rencontrent d'abord les problèmes auxquels nous pouvons tous être confrontés, les premiers à découvrir les changements mineurs dans leurs écosystèmes locaux, les premiers à ressentir les changements dans les marchés du travail, les premiers à souffrir des fluctuations des prix des produits de

base. En écoutant et en soutenant les communautés les plus pauvres, nous pouvons commencer à préparer un avenir de plus en plus imprévisible. »- IIED, juin 2013

Rapport du GHN pp1-2 : « Nous nous sommes rendu compte que le prochain agenda pour le développement doit s'appuyer sur les expériences, les histoires, les idées et les solutions réelles des populations à la base, et que nous, en tant que groupe, nous devons faire de notre mieux pour comprendre le monde à travers leurs yeux et réfléchir sur les questions qui feraient une différence dans leur vie... nous avons convenu que l'agenda post-2015 doit refléter les préoccupations des personnes vivant dans la pauvreté, dont la voix n'est souvent pas entendue ni prise en compte. »

2. S'appuyer sur les OMD et la Déclaration du Millénaire

Les OMD ont été formulés sur la base de la Déclaration du Millénaire de l'an 2000, dans le but de traduire les engagements collectifs pris par les chefs d'état et la communauté internationale par des actions. Si les OMD ont été critiqués tant pour le processus à travers lequel ils ont été définis, comme pour leur contenu,³ au cours des 13 dernières années, ils ont mobilisé (et continuent à le faire) les gouvernements, les intervenants non gouvernementaux et les organismes internationaux de développement autour d'un ensemble d'objectifs clairs, simplement formulés et de cibles assorties de délais visant à améliorer les résultats moyens des différentes dimensions de la pauvreté et du dénuement. Ils ont également stimulé l'augmentation des connaissances et des capacités, favorisé une plus grande compréhension de la nature multidimensionnelle de la pauvreté, et aidé à repenser et à reformuler les priorités politiques nationales. Ils ont détourné l'attention de l'usage exclusif des indicateurs économiques, s'interrogeant sur leur rôle en tant que l'unique ou la principale mesure du progrès. En tant que cibles obligatoires et mesurable, ils ont contribué à créer un tissu de responsabilité aux niveaux local, national et mondial. Nous ne devons pas perdre de vue les importantes réalisations des OMD alors que nous poursuivons nos efforts en vue de les atteindre. Nous avons maintenant la possibilité de nous appuyer sur l'élan positif significatif qu'ils ont créé.

« La principale leçon dans mon pays est que les OMD ont aidé le gouvernement à formuler des programmes et des politiques qui sont en ligne avec les problèmes et les défis actuels au Malawi. Le gouvernement a réussi à formuler la Stratégie de croissance et de développement du Malawi (MGDS), qui couvre tous les domaines dans le cadre des OMD. Ce document a agi comme le moteur et la plate-forme pour la mise en œuvre des

³ Les OMD sont issus de la Déclaration du Millénaire, ainsi que des conférences des Nations Unies de la décennie précédente, mais avec un engagement populaire limité. Certains groupes ont critiqué les OMD pour ne capturer qu'une vision réduite et simpliste du développement : une qui ignore les liens entre les enjeux, ainsi que les causes profondes de la pauvreté, de l'inégalité et de la discrimination.

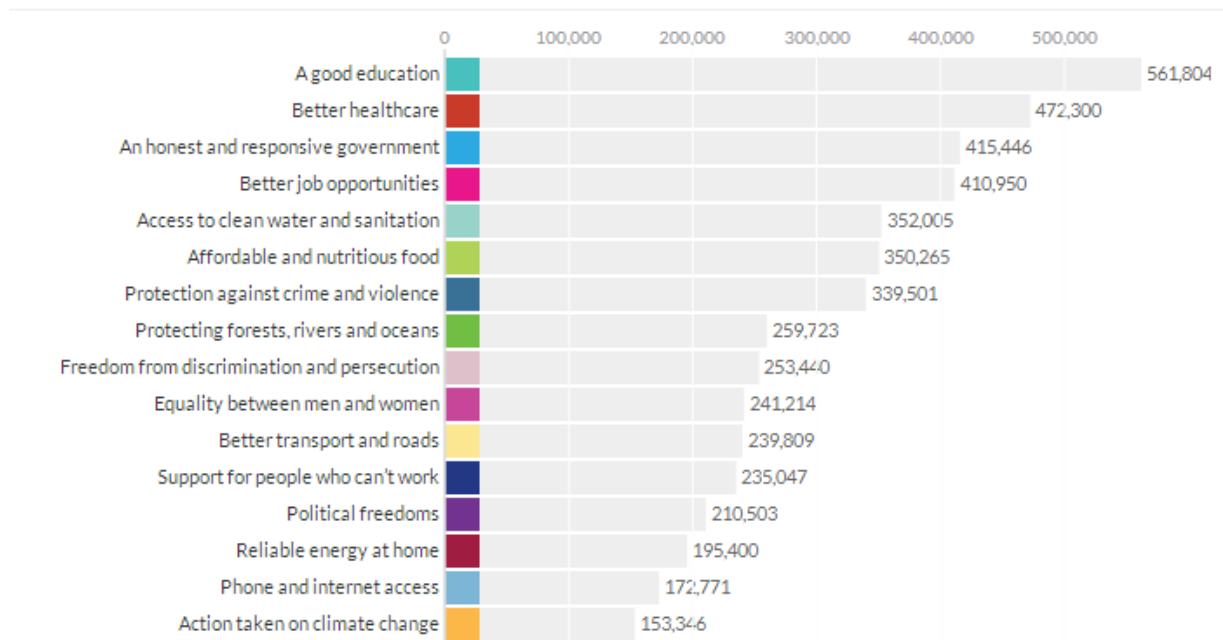
OMD, car il est facile de suivre les progrès et l'impact des activités planifiées. » — Participant, Malawi, Consultation sur l'eau, rapport final, p12

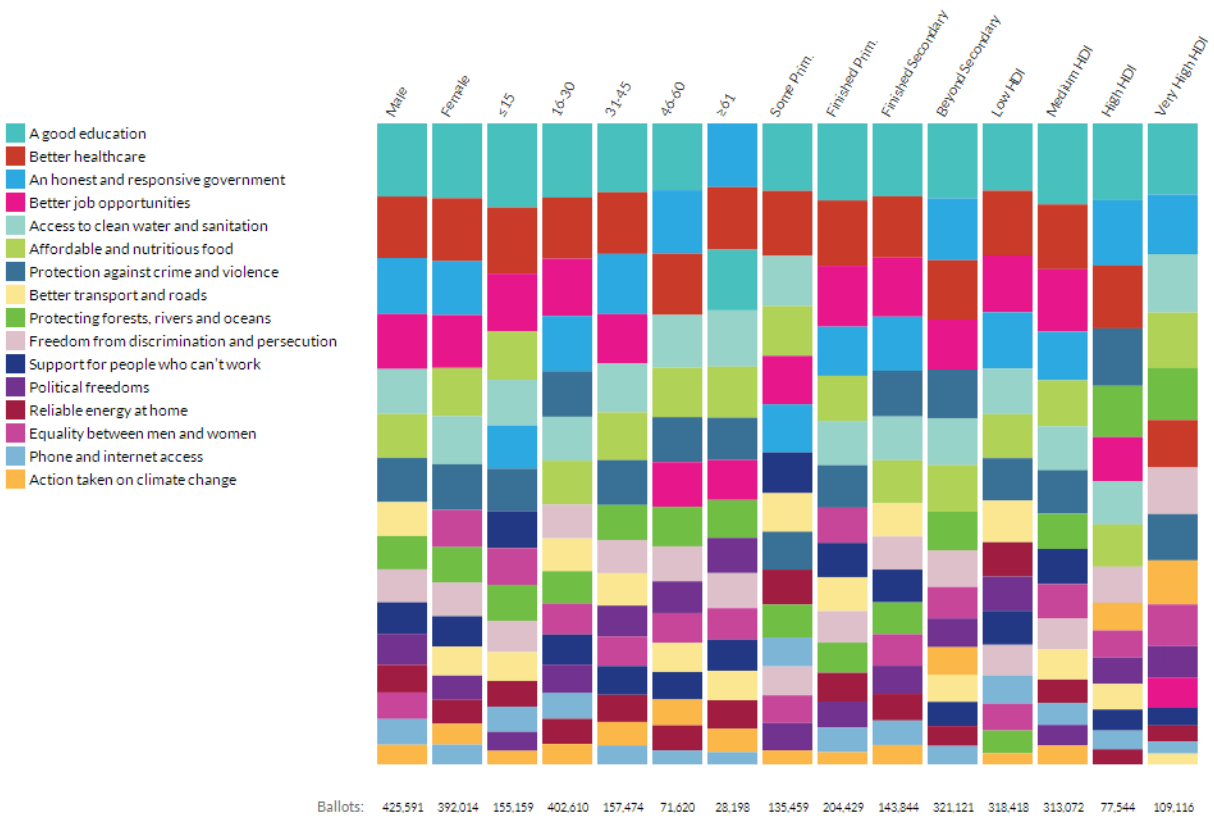
Les résultats de l'enquête MY World ont confirmé la pertinence toujours d'actualité des OMD pour les personnes partout dans le monde, et pas seulement dans les pays à faible revenu. Les répondants ont été invités à voter pour six priorités qu'ils considèrent comme les plus importantes pour eux et leurs familles. Une bonne éducation et de meilleurs soins de santé, les éléments clés des OMD, ressortent comme de claires priorités, suivis de près par un gouvernement honnête et réactif et de meilleures possibilités d'emploi. En outre, les consultations nationales ont mis l'accent sur des questions transversales telles que les inégalités et la discrimination.

Le processus visant à définir un nouvel agenda pour le développement a souligné les attentes soutenues que le monde va tenir la promesse des OMD et les approfondir afin d'atteindre tous les peuples. Il est clair que la nouvelle série d'objectifs gagnera sa légitimité dans la réalisation des OMD.

Résultats de l'enquête MY World, 21 août 2013 :

821,823 votes for All Countries & Country Groups / All Genders / All Education Levels / Age Group (All Age Groups)





2.1 Les domaines couverts par les OMD existants demeurent d'une importance cruciale pour les peuples du monde entier, mais devraient être affinés et approfondis pour aller au-delà des moyennes

Ceux qui ont participé aux consultations rendent hommage aux réalisations importantes des OMD, mais alors qu'ils regardent vers l'avenir, ils ont réfléchi également sur les enseignements tirés de l'expérience de la mise en œuvre. Ce faisant, ils expriment une volonté claire d'aller beaucoup plus loin : de « monter la barre » de manière significative pour la prochaine série d'objectifs, pour affiner et approfondir leur portée. Le rapport de la consultation sur la **santé**, par exemple, reconnaît les réalisations importantes des OMD liés à la santé, mais souligne que la tâche de réduire la mortalité infantile et maternelle et n'a été accomplie que partiellement ; il souligne également l'omission des maladies non transmissibles et d'autres priorités de santé, ce qui a fait que les progrès sur l'amélioration des indicateurs de santé mondiaux ont été moins impressionnants.

« Le nombre limité d'objectifs évidents pour la santé dans les OMD est largement considéré comme un facteur critique de succès, cependant, leur omission d'autres défis majeurs de santé est souvent citée comme une faiblesse majeure. ... Certains commentaires soulignent que l'exclusion des nombreuses priorités de santé dans les OMD, notamment les maladies non transmissibles (MNT), un système de santé et de

droits sexuels et reproductifs complet, la santé mentale, la violence et les blessures, ont entravé les progrès sur les objectifs eux-mêmes, et un progrès équitable dans les résultats globaux de la santé. » —Consultation sur la santé, rapport final, p25

La consultation sur l'**éducation** appelle de toute urgence un agenda plus ambitieux, qui aille au-delà du seul accès universel à l'enseignement primaire, et qui mette l'accent sur l'égalité d'accès à tous les niveaux d'éducation, y compris l'enseignement pré-primaire, la formation technique et professionnelle et l'apprentissage continu, et sur la qualité, le contenu enseigné, la façon d'enseigner et l'endroit où les élèves apprennent, plutôt que sur les taux de scolarisation. Ceci implique une plus grande attention sur les moyens de s'assurer qu'une éducation de qualité puisse être fournie, et notamment de remédier au manque d'enseignants qualifiés, de grandes salles de classe et d'infrastructures et aux programmes scolaires dépassés qui ne parviennent pas à préparer les jeunes à un emploi productif. Ce sont tous des facteurs qui influencent la qualité de l'éducation et ont été clairement reflétés dans les consultations nationales.

« A la fin de l'année, cependant, tout le monde obtient son diplôme, sans pour autant répondre aux normes d'éducation adéquates. » - Leader communautaire, Burkina Faso

« Les méthodes d'enseignement traditionnelles doivent être changées, ainsi que la nécessité d'appliquer de nouvelles méthodes pour améliorer les compétences d'analyse et d'innovation, où l'étudiant serait un partenaire pour l'enseignant, et non un récepteur passif. » - Utilisateur masculin, Facebook, Jordanie, Février 2013

« Nous étudions des sciences qui nécessitent des expériences en laboratoire et utilisent des produits chimiques importés. Malheureusement, nous manquons de produits de base et nous devons donc suivre tous ces cours sans aucune expérience et utiliser uniquement des théories. C'est inquiétant pour des scientifiques pleins d'espoir. » - Etudiants universitaires, Togo

La consultation sur l'**eau** lance un appel pour aller au-delà de l'accent mis dans l'OMD 7 qui consiste à élargir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Elle appelle à un meilleur accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH) ; à une meilleure gestion, plus durable, des ressources en eau et des eaux usées, et à des améliorations de la qualité de l'eau par le biais d'approches de prévention qui peuvent être possibles et rentables.

« "Pour exprimer la nature complexe des problèmes négligés, et montrer comment un nouveau cadre pourrait compléter le travail de développement inachevé, la consultation thématique sur l'eau est allée au-delà d'exiger des toilettes et des robinets pour des milliards de foyers pauvres encore non ou mal desservis. Au lieu de cela, elle aborde la question de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) ; la gestion des ressources en eau, la gestion des eaux usées et celle de la qualité des eaux comme étant trois dimensions essentielles et interdépendantes qui, prises ensemble, peuvent garantir l'accès universel à l'eau, pour tous, pour toujours. » — Consultation sur l'eau, rapport final

Dans la même perspective, la consultation sur la **faim, la sécurité alimentaire et la nutrition** fait valoir qu'aussi bien la sous-nutrition que l'obésité doivent être abordées, et appelle à éradiquer la faim et l'insécurité alimentaire de manière durable d'ici 2025, sur la base du droit de chacun à une alimentation sûre, suffisante, nutritive et abordable. Les moyens de parvenir à la sécurité alimentaire ont été soulignés, avec une attention accordée aux femmes en tant que moteurs du changement, en assurant la nutrition et la sécurité alimentaire, la production et la consommation alimentaire durable et résiliente, en réduisant les pertes post-récolte et les déchets alimentaires et en augmentant la productivité agricole.

La consultation sur les **inégalités** a souligné que les moyennes nationales dissimulaient souvent des progrès très inégaux vers les cibles des OMD, avec de nombreux groupes spécifiques, comme les femmes et les jeunes filles, les personnes handicapées et les minorités ethniques, ainsi que des familles dans des localités urbaines et rurales reculées comme des bidonvilles, systématiquement laissées pour compte. Cette consultation a souligné la nécessité d'identifier et de s'attaquer aux facteurs structurels, tels que la discrimination, la violence basée sur le sexe et l'exclusion sociale, qui perpétuent ces inégalités. Dans la majorité des consultations nationales et thématiques, il y avait des exigences claires pour aborder l'inégalité des sexes à la racine dans toutes ses dimensions, et pas seulement en se concentrant sur les trois manifestations cibles exprimées dans les OMD 3 : la parité des sexes dans l'éducation, l'amélioration de l'accès des femmes à des emplois de qualité en dehors du secteur agricole et la représentation accrue des femmes au parlement.

2.2 Les OMD doivent être élargis pour prendre en compte les nouveaux défis

Les consultations ont exprimé une forte ambition d'aller plus loin. Mais elles ont aussi regardé ce qui s'était passé dans le monde depuis l'an 2000, et ont attiré l'attention sur la prévalence croissante d'une croissance sans emploi, de la violence et de l'insécurité, de l'exclusion politique, de la discrimination et de croissantes inégalités, avec des conséquences pour tous, l'urgence de s'attaquer à la durabilité environnementale, ainsi qu'à l'augmentation connexe de la vulnérabilité aux catastrophes liée aux effets du changement climatique. Ils ont également

mis en évidence de nouveaux défis à prendre en compte, notamment, la dynamique des populations et l'impact de la consommation et des modes de production actuels non durables.

Dans les consultations sur la **croissance et l'emploi**, les participants ont largement reconnu que l'emploi et le travail décent devraient être un des principaux objectifs macro-économiques pour tous les pays, et un objectif de développement de base. Les emplois ne sont pas seulement considérés comme un moyen de sortir de la pauvreté ; ils donnent aux femmes et aux hommes un sentiment d'estime de soi, de dignité et de respect par la société. L'absence de possibilités d'emploi et l'exclusion des marchés du travail ne contribuent qu'à accroître les inégalités, à affaiblir la cohésion sociale et à diminuer la confiance placée dans le leadership politique et dans les institutions. Les intervenants ont appelé à plus d'attention sur la qualité de la croissance, une croissance inclusive qui génère l'emploi et le travail décent et réduise les inégalités. Des politiques spécifiques pour les jeunes doivent également être encouragées, en particulier, par l'amélioration des institutions de développement des compétences. Les mécanismes de protection sociale définis au niveau national doivent être étendus pour soutenir et autonomiser les personnes qui ne peuvent pas travailler.

La dynamique démographique, y compris les modèles de croissance démographique, le vieillissement de la population, les migrations et l'urbanisation, ne peut pas être ignorée lors de la fixation de nouveaux objectifs. Elle influe sur la conception des politiques et des mesures visant à atteindre l'utilisation durable des ressources naturelles. Elle est liée au défi de la création d'emplois et de la croissance inclusive dans une situation où le chômage et le sous-emploi sont déjà élevés. La dynamique démographique offre également d'importantes possibilités pour un développement plus durable. Une chute des taux de fécondité et une croissance démographique plus lente, par exemple, conduit à une concentration accrue de la population dans la tranche d'âge de travail, ce qui peut permettre aux pays de récolter un bonus démographique et stimuler le développement économique. La migration peut être un facteur important de développement économique et social. Aujourd'hui, plus de 1 milliard de personnes compte sur les migrations internationales et internes pour échapper à la pauvreté et aux conflits, s'adapter aux chocs économiques et environnementaux, et améliorer les revenus, la santé et l'éducation de leurs familles. Les changements démographiques ont des implications pour la viabilité des systèmes de protection sociale, en particulier les systèmes de retraite, et assurent l'accès universel à la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement, la nourriture et l'énergie.⁴ Quand les OMD ont été formulés, la population mondiale vivait majoritairement

⁴ La dynamique démographique et ses implications figurait en bonne place dans les discussions en Asie et dans le Pacifique, y compris, par exemple, au Viet Nam. « *Le Viet Nam subit un processus démographique unique. Une forte population jeune et une population qui vieillit rapidement offrent des défis et des opportunités pour les jeunes et les plus âgés et la société en général. Pour les jeunes, le défi consiste à trouver un emploi intéressant et productif. Pour les personnes âgées, il s'agit de garantir des soins adéquats et la sécurité sociale face à l'érosion du foyer*

dans des zones rurales. En 2050, il est prévu que les deux tiers de la population mondiale vivront dans les villes, ce qui signifie que le cadre post-2015 devra prendre en considération les défis de la réalisation d'environnements urbains durables et sains. La consultation thématique mondiale sur la dynamique démographique a souligné l'importance des politiques fondées sur les droits et la parité hommes-femmes pour le traitement et l'exploitation des opportunités offertes par la dynamique démographique. Il a été déclaré que ces politiques sont non seulement importantes dans le contexte d'un niveau élevé de fécondité et de croissance démographique, mais aussi dans un contexte de faible fécondité et de vieillissement de la population, et qu'elles sont également liées à la mobilité des personnes et à l'urbanisation.

Un autre défi est celui qui a été repris en partie par l'OMD 7, mais qui est devenu de plus en plus urgent, la durabilité de l'**environnement**. Nous approchons rapidement de limites planétaires importantes, et dans certains cas, nous les avons déjà violées. C'est pourquoi il devient plus urgent à la fois de monter la barre des objectifs environnementaux et d'intégrer les préoccupations liées à la durabilité de l'environnement dans toutes les actions de développement. Une mauvaise gestion des ressources naturelles, et un manque d'incitations à améliorer la gestion, a soulevé le risque de conflits liés à l'appauvrissement des ressources naturelles, a déjà eu des effets négatifs sur les moyens de subsistance, et a accru leur vulnérabilité aux catastrophes. En plus de s'attaquer aux causes profondes du développement non durable de l'environnement, on appelle à consacrer une plus grande attention au renforcement de la résilience des sociétés, et en particulier des populations vulnérables et à améliorer leur capacité à résister aux chocs de demain sans inverser les précieux acquis du développement.

La **sécurité énergétique** est considérée comme un élément manquant des OMD. Actuellement, 1,3 milliard de personnes n'ont pas d'électricité pour éclairer leur maison ou mener leur entreprise, et près de 40 pour cent de la population mondiale dépend du bois, de la houille, du charbon de bois ou des déchets animaux pour cuire leurs aliments, inhalant des fumées toxiques qui provoquent des problèmes de santé pour beaucoup d'entre eux. L'énergie est nécessaire pour permettre aux enfants d'étudier, à la maison et à l'école. Les enfants qui doivent ramasser du bois et de l'eau pour leur famille sont moins susceptibles de fréquenter l'école primaire. L'énergie est nécessaire pour améliorer les mauvais états de santé causés par

traditionnel qui s'occupait des personnes âgées. Ces tendances sont aggravées par l'urbanisation rapide, qui remodèle la répartition de la population du pays et alimente la croissance économique dans les centres urbains, tout en appliquant une contrainte sur l'environnement urbain et la gestion urbaine. Ces changements démographiques mettent en évidence la nécessité d'un système de protection sociale complet pour tous. » — Rapport sur les consultations de pays au Vietnam, Agenda post-2015

l'eau non bouillie, les maladies respiratoires et la mortalité infantile due à la pollution de l'air intérieur, et pour fournir d'autres services de santé. Dans tous les pays, y compris ceux où les services énergétiques sont abondants, il est urgent de rendre l'approvisionnement en énergie plus durable et de réduire les émissions de dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre issus de combustibles fossiles. Ceux-ci contribuent au changement climatique, qui, à l'avenir, menace la sécurité alimentaire et de l'eau pour des millions de personnes et peut même compromettre la stabilité. La transition vers des modes de production plus durables peut générer des possibilités d'emploi importantes dans l'industrie à faible émission de CO₂.

Dans l'ensemble, les défis associés à la dynamique démographique, à la durabilité environnementale, à la sécurité énergétique et à la réalisation d'emplois décents font tous appel à de nouveaux modèles de croissance économique. Les marchés seuls ne fournissent pas les incitations à la croissance écologiquement durable et inclusive. Les changements exigeront des politiques actives du gouvernement allant de pair avec une responsabilisation du secteur privé et des gouvernements à tous les niveaux.

2.3 Appels pour réaffirmer les éléments et les principes de base de la Déclaration du Millénaire

En plus de souligner les nouveaux défis, les consultations ont attiré l'attention sur des éléments qui ont été clairement soulignés dans la Déclaration du Millénaire, mais qui ne se reflètent pas dans les OMD. Ceci est principalement dû au fait qu'il est plus difficile de parvenir à un accord unanime et à une action collective à leur sujet, mais c'est aussi le signe qu'ils n'avaient pas été jugés prioritaires dans les évaluations. Ces éléments manquants, ou insuffisamment représentés, incluent une meilleure gouvernance, la paix et la liberté de la violence, le respect de la nature, et une croissance économique inclusive. Il existe un fort sentiment que ces éléments nécessitent une place beaucoup plus importante dans le nouvel agenda.

Mais les consultations soulignent la crainte qu'il ne s'agisse pas seulement de quelques éléments, mais de l'ensemble des **principes et des valeurs** de la déclaration qui ont disparu avec la rapide progression des OMD. Ceci fut particulièrement le cas pour l'approche sous-jacente fondée sur les droits de l'homme. Ceci a conduit à un manque d'attention à la participation, à la discrimination et aux inégalités dans la conception et la mise en œuvre des OMD, ainsi qu'à la faible responsabilisation et à la négligence des droits civils, des politiques et des problèmes tels que la participation politique, la sécurité personnelle, et l'accès à la justice. Les consultations contiennent de nombreux appels réclamant une plus grande attention aux droits de l'homme universels comme principe directeur systématique. Les objectifs ne doivent

pas seulement s'appliquer à certains, ou du moins pas seulement à quelques-uns dans certains pays : ils doivent s'appliquer à tout le monde.

« Les participants ont exhorté la communauté internationale à adopter une série de mesures sur la gouvernance démocratique et les droits de l'homme dans l'agenda post-2015 pour le développement, reflétant les principes de la Déclaration du Millénaire qui comprend les droits de l'enfant, les droits des personnes handicapées, et les droits sociaux, économiques et culturels. » — Consultation nationale, Mongolie

« Nous devons encourager la santé maternelle et infantile et rendre les soins de santé gratuits pour les enfants de moins de 5 ans. Ce programme devrait être étendu à tout le monde, pas seulement à ceux qui habitent en milieu urbain. » - Consultation nationale, Bénin

« Pour être en mesure de parvenir à un meilleur avenir pour les jeunes Afro-Equatoriens, il est nécessaire d'entamer un processus d'inclusion sociale et de respecter les droits du peuple afro-équatorien. Nous devons nous assurer que chaque enfant dans le monde a accès aux conditions de base : nourriture, éducation et loisirs. » - Monica Garcia, 38 ans, consultation régionale sur l'Amazone, Colombie

Dans la même perspective, les consultations ont fait ressortir des préoccupations concernant la manière dont les OMD avaient été formulés, qui étaient moins focalisés sur le sort des populations laissées pour compte, même lorsque les objectifs globaux avaient été atteints. L'accent mis sur les cibles « à mi-chemin » (par exemple, une réduction de 50 pour cent dans l'OMD 1, ou une réduction de deux tiers dans l'OMD 4) et l'utilisation des agrégats ou des moyennes nationales comme indicateurs clés a signifié que les familles les plus pauvres et les groupes les plus défavorisés pouvaient être laissés pour compte, même si les objectifs étaient atteints au niveau national ou mondial. Toutes les consultations thématiques ont attiré l'attention sur ce point, conduisant à demander à ce que le prochain agenda pour le développement soit plus cohérent avec les droits de l'homme universels. Ceci signifierait d'exprimer les cibles en utilisant les expressions « réduire à zéro » ou « 100 % ». Par exemple, certains demandent l'éradication de l'extrême pauvreté ; la fin durable de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition (par exemple, le retard de croissance des enfants) d'ici 2025 ; l'élimination pour ainsi dire complète de tous les décès d'enfants évitables d'ici 2035 ; l'accès universel aux services de santé de base ; l'éducation pour tous à tous les niveaux, et une génération qui soit libérée de la menace de la tuberculose, du paludisme et du VIH/SIDA.

« La faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition peuvent être éliminées de façon durable, d'ici 2025. L'éradication de la faim et de la malnutrition doit être définitive et irréversible sur la base du droit de chacun à une nourriture saine, suffisante, nutritive et abordable. Cette vision est réalisable. Une action définitive et efficace est urgente et il s'agit là d'un impératif à la fois moral et politique. » - Consultation thématique mondiale à Madrid sur la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition

« ... Le manque d'attention portée à l'équité est considéré comme l'une des plus importantes lacunes des OMD en matière de santé. Bien que l'équité soit un élément important de la Déclaration du Millénaire, ce n'est pas une caractéristique essentielle dans le suivi des OMD. Parce que les objectifs se concentrent sur des objectifs nationaux globaux, ils ne parviennent pas à mesurer et ainsi ne tiennent pas compte des résultats pour les groupes défavorisés et marginalisés. L'accent mis sur l'amélioration des moyennes nationales encourage les approches utilitaristes plutôt qu'universelles, ce qui aggrave souvent les inégalités, même quand des progrès sont réalisés dans les niveaux moyens absolus des indicateurs. » - Consultation sur la santé, rapport final, p24

« En abordant la question de l'accès à l'eau, les besoins des personnes handicapées devraient également être considérés. En tant que personne à mobilité réduite et en fauteuil roulant, il est très difficile pour les personnes comme moi d'accéder à l'eau quand l'eau provient du puits. Un accommodement raisonnable devrait être prévu pour que les personnes handicapées puissent avoir accès à l'eau potable. » — Personne handicapée, Consultation sur l'eau, rapport final, p13

« Ce n'est pas suffisant de choisir les populations faciles à atteindre et d'abandonner les plus pauvres et les plus vulnérables, jusqu'au dernier. » — Consultation sur l'eau, rapport final

L'appel à mettre davantage l'accent sur les inégalités et ceux qui sont laissés pour compte a été très vigoureusement souligné par les organisations de la société civile. Par exemple, les rapports de l'initiative Participer et des consultations nationales Au-delà de 2015 soutiennent que les jeunes, les communautés autochtones, les femmes et les groupes confrontés à diverses formes de discrimination continuent à être marginalisés dans les OMD. Ils affirment que l'accent sur les agrégats nationaux et mondiaux a signifié que nous avons manqué le fossé croissant entre ceux d'en bas et ceux d'en haut. En conséquence, le principal impact mobilisateur des OMD n'a dans l'ensemble, pas été ressenti par les plus pauvres. Comme nous n'avons pas mesuré l'ampleur de l'écart de manière cohérente, nous n'avons plus prêté attention au fait de savoir qui progresse et pourquoi.

L'initiative Participer, qui a été convoquée conjointement par l'Institut d'études sur le développement et par la consultation Au-delà de 2015, rassemble la recherche participative effectuée par un groupe de recherche composé de 18 organisations dans plus de 30 pays. Elle relie les voix non filtrées des

personnes les plus touchées par la pauvreté et la marginalisation à la prise de décisions aux niveaux nationaux et mondiaux, ce qui fournit un témoignage de haute qualité sur la réalité de la pauvreté à la base, et qui amène le thème des perspectives des plus pauvres dans le débat post-2015. Le rapport complet de Participer, les détails sur la méthodologie et les résultats des recherches multimédias peuvent être téléchargés à partir du site Participer : www.participate2015.org.

La recherche participative réalisée par un groupe de recherche participative mondial a été établie afin d'explorer les expériences des personnes qui vivent dans la pauvreté et la marginalisation, ainsi que les mécanismes et les processus de changement positif. Le rapport examine la façon dont ces connaissances contribuent à un ensemble de principes pour le développement et une nouvelle vision pour l'avenir. Les 10 principes interconnectés et qui se renforcent mutuellement suivants offrent un cadre solide pour une vision transformatrice du développement post-2015.

- (1) Accorder la priorité à ceux vivant dans l'extrême pauvreté et la marginalisation par le biais d'une approche fondée sur les droits. Pour que la dignité devienne une réalité pour tous les peuples, les droits à l'alimentation, au travail, à l'éducation et aux libertés civiles et politiques doivent être considérés comme fondamentaux et interconnectés.
- (2) Lutter contre l'inégalité en s'attaquant aux normes discriminatoires. Pour que les groupes exclus puissent bénéficier de l'égalité d'accès aux ressources, aux services et à la justice, les contraintes sociales et les relations du pouvoir institutionnel qui les oppriment doivent changer.
- (3) La dignité et la reconnaissance sont primordiales. Les interventions qui visent à transformer la vie des plus pauvres et des plus marginalisés doivent promouvoir la dignité, la reconnaissance et l'autonomisation.
- (4) Renforcer les familles et les communautés, et pas seulement des individus. Les initiatives de développement doivent donner la priorité aux interventions et au développement des capacités qui renforcent les éléments positifs des réseaux de soutien les plus proches des personnes et remettent en cause les effets négatifs.
- (5) S'assurer que les interventions liées au développement sont holistiques. La pauvreté et la marginalisation sont des processus sociaux dynamiques et interconnectés. Ceci requiert des réponses coordonnées intégrées, basées sur les réalités des personnes sur le terrain, et sur les programmes menés localement.
- (6) Investir dans l'organisation communautaire et le renforcement des capacités. L'organisation et la capacité communautaire peuvent être un moyen puissant de renforcer le sentiment des gens vis-à-vis des agences, de défier les normes négatives, d'établir des liens entre l'individu et la communauté, et de promouvoir la collaboration pour un changement social positif.
- (7) Promouvoir une approche participative de la gouvernance. Il s'agit d'une approche qui incorpore les connaissances locales, renforce la voix du peuple, assure l'influence des citoyens dans la prise de décision et permet aux personnes de responsabiliser les décideurs.
- (8) Des institutions responsables et inclusives et l'accès à la justice. Les institutions doivent mettre les personnes au centre de la prise de décisions ; elles doivent s'éloigner du népotisme et de la cupidité, et se rapprocher d'une approche de la politique et du développement inclusive et centrée sur les personnes.
- (9) La qualité des services par rapport à la quantité. La prestation de services doit s'éloigner de la quantité en tant que mesure de succès, et se concentrer sur la qualité.
- (10) Travailler sur le long terme. Les interventions doivent être basées sur des relations à long terme et les investissements dans les collectivités, et non pas sur de courtes visites qui mettent en place des projets à court terme, déconnectés.

Depuis septembre 2012, Au-delà de 2015, l'Appel mondial contre la pauvreté (AMCP) et le Forum international des plates-formes nationales d'ONG (FIP) ont convoqué des délibérations régionales et civiles communautaires dans 30 pays en Amérique latine, en Afrique et en Asie : Bangladesh, Bénin, Bolivie, Cambodge, Chine, Colombie, Danemark, République dominicaine, RDC, El Salvador, Ethiopie, France, Allemagne, Guatemala, Inde, Indonésie, Irlande, Japon, Kenya, Liberia, Mali, Maroc, Mexique, Nigeria, Pakistan, Philippines, Corée du Sud, Espagne, Sri Lanka, Ouganda, Royaume-Uni, Zambie.

Les résultats des consultations suggèrent qu'il existe une compréhension collective dans l'ensemble des contextes nationaux que le monde est en crise. Il existe une forte nécessité d'un nouveau cadre de développement qui exprime les valeurs universelles. Un changement fondamental et transformateur qui exige que tous les pays s'engagent à défendre des valeurs communes d'égalité, de respect des droits de l'homme, de paix et de durabilité environnementale.

L'éradication de la pauvreté et de la faim est indispensable à un nouvel agenda pour le développement. Ceci requiert la mise en œuvre d'une protection sociale universelle. Il faut également augmenter le soutien spécifique aux communautés agricoles et aux zones rurales, qui vivent la pauvreté différemment des zones urbaines. La répartition équitable des terres a été identifiée comme étant essentielle à l'éradication de la faim dans de nombreux contextes nationaux.

L'égalité est essentielle à un nouvel agenda pour le développement. Ceci comprend l'égalité des sexes. Chaque délibération a admis qu'il ne peut y avoir d'égalité sans justice hommes-femmes. Alors que l'égalité commence à la maison, elle doit s'étendre au niveau national. Pour assurer l'égalité entre les nations, des termes d'échange équitables et un système juste de gouvernance mondiale sont obligatoires.

Il y a eu un consensus dans les délibérations : le changement climatique pose une menace imminente pour la société. Dans chaque région, les consultations ont noté que les effets sont déjà ressentis par les personnes vivant dans la pauvreté. Un cadre post-2015 doit prendre en compte l'interdépendance entre les conséquences sociales et environnementales de notre trajectoire de croissance.

Il est très nettement ressorti des consultations nationales que les droits de l'homme doivent servir de toile de fond au nouveau cadre de développement. Ceci signifie que la pauvreté doit être éradiquée, et non pas simplement réduite, et la portée doit être universelle pour les droits de l'homme fondamentaux. Une forte critique des OMD a été qu'ils définissaient des objectifs qui laissaient pour compte certaines personnes. Nous ne devons pas refaire la même erreur.

Enfin, de nombreuses délibérations nationales ont fait part de leur inquiétude à propos de la menace du manque de responsabilité pour atteindre les objectifs actuels et futurs. Donc, le cadre post-2015 devrait être soutenu par un mécanisme global et inclusif de responsabilité qui devrait habiliter les structures de droits de l'homme existantes. Ce mécanisme doit également penser à un financement qui soit équitable.

Cependant, pour assurer un résultat significatif, les droits civils et politiques doivent être solidement ancrés, notamment la liberté d'expression et le droit de réunion. L'accès à l'information est une priorité pour la responsabilisation et pour lutter contre la corruption et l'évasion fiscale ; le secteur privé doit

être inclus. Les citoyens doivent participer à la construction de leur avenir pour que la vision d'un cadre de développement se réalise.

Le rapport complet d'Au-delà de 2015 est disponible sur <http://www.beyond2015.org/civil-society-demands-post-2015-agenda>.

3. Un sentiment d'injustice dû aux profondes inégalités et à l'insécurité imprègne toutes les consultations

Les consultations ont montré que les inégalités et l'insécurité représentent un bon nombre des préoccupations des personnes lorsqu'il s'agit du monde qu'elles souhaitent. Chacune représente une barrière structurelle, qui, si elle n'est pas traitée, va menacer ou arrêter le progrès de tous les objectifs, actuels et futurs.

3.1 Une forte préoccupation pour les inégalités

Peut-être par-dessus tout, les consultations ont appelé à une focalisation accrue sur l'égalité dans le futur agenda. Cette demande a été exprimée dans le cadre des consultations nationales par la façon dont les participants ont exprimé leur frustration envers les différentes formes d'inégalité, de discrimination et d'exclusion qu'elles subissent. Souvent, elle est associée à des appels qui demandent à être traité avec **dignité et respect**. Elle s'exprime également fortement dans toutes les consultations thématiques, et pas seulement dans le cadre de la consultation qui traite explicitement des inégalités et des facteurs structurels des inégalités. Lors de la consultation sur les inégalités, nous avons entendu dire que « la caractéristique la plus commune des centaines d'articles et autres communications a été le point de vue clair que toute réponse aux inégalités peut et doit être guidée par les droits de l'homme. » Les faits démontrent que les inégalités dans de nombreuses sphères ont augmenté depuis 2000, ce qui rend ces appels encore plus puissants.

« Depuis l'adoption de la Déclaration du Millénaire, de nombreux types d'inégalités se sont aggravés, dans une période où les Objectifs du Millénaire pour le développement ne se concentraient pas systématiquement sur les tendances « en-dessous des moyennes ». Même là où le progrès du développement humain a été rapide en termes globaux, certaines inégalités en particulier ont souvent persisté ou se sont aggravées. L'accès mondial accru à la technologie et aux médias sociaux a mis en évidence l'ampleur des inégalités, incitant ainsi la sensibilisation et augmentant la demande de changement. » - Consultation S'attaquer aux inégalités, rapport final

« Ici, à Monte Plata, il y a un écart, mamacita ! En raison de facteurs politiques, de conscience et de discrimination ». - Représentant de l'organisation des droits des femmes, République dominicaine

« On a l'impression que le fait d'avoir une population pauvre est bénéfique pour les autorités, car cette population peut travailler pour eux pour des cacahuètes, vous savez ? » - Discussion de groupe avec les travailleurs migrants, Ukraine

Les consultations soulignent comment les différentes formes d'inégalités et de discrimination se croisent et se renforcent mutuellement, par exemple, les inégalités d'accès aux terres et à d'autres biens, aux services sociaux, aux aliments nutritifs, à l'eau potable et à un assainissement amélioré. La discrimination fondée sur le sexe a été identifiée comme une manifestation importante et un facteur d'inégalités. Les systèmes éducatifs excluent encore quelques groupes, et l'analphabétisme et la pauvreté de revenus signifient que certains sont moins en mesure d'exercer leurs droits dans d'autres domaines. Ces inégalités sont renforcées par des attitudes socioculturelles et des pratiques discriminatoires, même des préjugés législatifs ou administratifs.

« Une des principales raisons de l'inégalité entre les sexes est le mariage des enfants, qui prive les jeunes filles de l'enseignement primaire et secondaire. Cela conduit à des mères sans instruction et des enfants sans instruction. C'est un cercle vicieux. » - Femme de 20 ans en zone urbaine, consultation nationale sur la jeunesse, Shirvan, Azerbaïdjan

« Notre génération a bénéficié d'une éducation primaire universelle et est en train de terminer l'enseignement secondaire, qu'est-ce qui peut être fait pour améliorer les niveaux d'éducation de nos parents qui sont analphabètes et doivent prendre des décisions importantes dans nos vies ? » - Etudiant, Gambie

L'incidence des maladies non transmissibles est en croissance dans le monde entier, mais en particulier parmi les populations pauvres et marginalisées, et plus particulièrement dans les pays les moins développés d'Afrique et d'Asie du Sud. L'accès aux services de santé de qualité est plus problématique en dehors des capitales. Tous ces éléments mènent à des inégalités de niveau de vie et de chances entre les populations rurales et urbaines, ou entre les hommes et les femmes, et contribuent à l'exclusion de certains groupes ethniques et autres. La consultation sur les inégalités a souligné que l'autonomisation et la promotion des femmes et des filles est cruciale pour éliminer les inégalités, et qu'investir dans l'éducation, la santé et la participation des femmes et des filles et s'assurer de l'égalité de leurs droits, notamment la santé et les droits sexuels et reproductifs, est une « voie rapide » vers le développement et la croissance économique inclusive.

Par exemple, la consultation nationale en Jamaïque a souligné la situation des femmes pauvres et analphabètes dans les zones rurales, où les inégalités subies en raison du sexe, de la pauvreté, de l'inégalité d'accès à l'éducation et de la résidence en milieu rural se conjuguent pour limiter les choix et les opportunités des personnes touchées.

« Outre les enfants, les femmes sont celles qui souffrent le plus des inégalités. Parce que quand je monte les collines dans certaines communautés, certaines d'entre elles ne peuvent ni lire ni écrire, ne peuvent pas avoir d'emploi. La seule chose qu'elles peuvent faire, c'est avoir des bébés. La seule chose dans son esprit est d'obtenir un peu d'argent ; je dois avoir un jeune bébé pour lui. Qu'arrive-t-il à tous ses enfants ? Ils grandissent au sucre et à l'eau ». - Participant masculin, consultation nationale, Jamaïque

Les types d'inégalités qui sont le plus souvent citées sont celles entre les hommes et les femmes, entre les zones rurales et les zones urbaines (ou dans de nombreux cas entre les capitales et le reste du pays) et entre les riches et les pauvres. Cette dernière est souvent reliée à l'expérience de l'exclusion de l'emploi. Cependant, les inégalités et les discriminations qui touchent les personnes handicapées et les minorités ethniques et les inégalités intergénérationnelles sont également mentionnées fréquemment. Les réfugiés, les personnes déplacées et les apatrides doivent relever des défis presque insurmontables pour réaliser leurs droits.

« (...) Quand j'ai demandé un prêt dans une banque [pour démarrer une entreprise], le directeur m'a dit : « Ecoutez, en tant que personne handicapée, vous n'êtes pas admissible ... Comment allez-vous payer ? » - Personne handicapée, Guatemala

« Tout le monde veut aller à Bakou. J'aimerais revenir [dans mon village], mais il n'y a rien pour moi à la maison. » - Jeune femme provenant d'une colonie rurale, dans la région de Salyan, consultation nationale de la jeunesse, Shirvan, Azerbaïdjan

« Nous voulons un monde débarrassé de la pauvreté et de l'injustice, avec l'égalité des sexes, et où les droits de l'homme sont une réalité. » - Consultation nationale, Pérou

« S'ils voient dès le début, depuis la maternelle, que vous provenez d'une famille pauvre et vulnérable, ils vous traiteront toujours comme ça, ne soutiendront pas vos idées, même si elles sont bonnes et même meilleures que celles de vos collègues. » - Jeune étudiant issu d'une zone défavorisée, Moldavie

« Le défi global majeur des vingt-cinq prochaines années est de savoir comment atteindre, pacifiquement, la durabilité environnementale au niveau mondial, tout en répondant aux aspirations légitimes à un niveau de vie plus élevé de milliards de personnes dans un monde où, en 2005, les plus riches, soit 10 pour cent de la population

...ont reçu 55 pour cent du revenu mondial et les plus pauvres, soit 60 pour cent de la population... ont seulement reçu 10,1 pour cent. » - Participant à la discussion en ligne sur la croissance et l'emploi

3.2 Les inégalités sont aggravées par l'insécurité croissante

Les consultations ont montré comment les inégalités étaient aggravées par de nombreux et différents types d'insécurité. L'insécurité économique et celle de l'emploi sont parmi les types d'insécurité mentionnés les plus importants. Un manque de possibilités d'emploi pour les jeunes dans de nombreux pays signifie qu'une toute nouvelle génération est confrontée à un avenir incertain avec peu d'espoir d'améliorer sa situation. Le manque d'opportunités d'emploi décent force les gens partout dans le monde à accepter des emplois précaires et parfois dangereux, même dans les pays qui connaissent des taux de croissance relativement élevés. Ceux qui trouvent une échappatoire dans la migration sont souvent confrontés à la discrimination, la criminalisation et l'absence de sécurité sociale et d'autres droits. Les tentatives de résolution du problème de la sécurité du revenu viennent buter contre le risque de faire face à d'autres insécurité. La migration non planifiée met la pression sur les centres urbains, avec des migrants qui trouvent souvent des solutions de logement dans des conditions dangereuses ou insalubres. Le manque d'accès à des systèmes de justice et de protection qui fonctionnent bien signifie que les gens sont plus vulnérables à la violence et aux menaces envers leur sécurité personnelle. En particulier les femmes et les filles sont vulnérables et ont peur de la violence, y compris dans leurs propres foyers.

« En 2015, je veux un monde où les femmes ne soient pas tuées, où les meurtres de femmes ne soient pas normalisés et où les femmes seraient représentées dans la vie quotidienne et politique. » - Etudiant universitaire, Ankara, Turquie

Certains aspects de l'insécurité, tels que les crimes violents et les conflits sociaux, affectent tout le monde, les riches comme les pauvres, dans les pays riches comme dans les pays pauvres. Cependant, les personnes pauvres sont moins bien équipées pour s'adapter. Le développement qui ne tient pas compte des écosystèmes déjà fragiles prend le risque d'être touché par des catastrophes encore plus importantes pour ceux qui sont le moins aptes à y faire face. Les effets du changement climatique, surtout les phénomènes météorologiques extrêmes et la dégradation des écosystèmes, menacent les moyens de subsistance de nombreuses personnes, augmentant les insécurité, en particulier pour les personnes qui dépendent directement de la terre et de l'agriculture pour leur survie.

L'interdépendance croissante des pays en raison de la mondialisation a augmenté les risques d'affecter les pays voisins, qu'il s'agisse de comportements irresponsables de la part d'entreprises multinationales ou d'augmentations rapides des prix alimentaires et énergétiques mondiaux qui touchent ces entreprises dans des pays où les personnes et les gouvernements ont l'impression de ne disposer d'aucun mécanisme pour réduire les risques. La multiplicité des risques a un effet multiplicateur sur les insécurités qui touchent les populations du monde entier. La réalisation des OMD a été presque impossible dans les pays touchés par des conflits. Cependant, les conflits et l'instabilité ne sont pas seulement un problème pour les pays directement concernés : cette expérience a montré que le conflit dans un pays peut facilement s'étendre et affecter les perspectives de développement dans d'autres pays.

4. Une forte demande d'élargissement de l'agenda

Dans l'ensemble, les préoccupations relatives à **l'inégalité et à l'insécurité**, ainsi qu'à la durabilité, représentent les éléments et les principes clés manquants aux OMD. Ces problèmes sous-tendent un grand nombre des appels à l'approfondissement et au raffinement des OMD, et au renforcement des éléments qui n'étaient pas inclus ou qui étaient traités de manière insatisfaisante. Conformément à une approche fondée sur les droits de l'homme, ils sont presque toujours associés à la réclamation d'un **gouvernement plus responsable et plus réactif**, pour avoir plus de chances de participer et de faire entendre sa voix dans la recherche de solutions à l'insécurité et dans le redressement des injustices. Ces **valeurs** ou principes fournissent la lentille au travers de laquelle il faut regarder les **éléments** qui se trouvaient dans la Déclaration du Millénaire mais qui n'ont pas été reflétés ou ne l'ont pas suffisamment été dans les OMD : la participation économique inclusive et l'emploi productif, la durabilité environnementale, la gouvernance, la paix et la sécurité. Elles sont, cependant, tout aussi pertinentes pour les questions qui sont déjà traitées dans les OMD.

Certaines des valeurs « perdues » de la Déclaration du Millénaire⁵

« **Liberté.** Les hommes et les femmes ont le droit de vivre leurs vies et d'élever leurs enfants dans la dignité, libérés de la faim et de la peur de la violence, de l'oppression ou de l'injustice. C'est une gouvernance démocratique et participative fondée sur la volonté du peuple qui garantit le mieux ces droits. »

⁵ Assemblée générale des Nations Unies, Déclaration du millénaire, Nations Unies, New York, 2000, <http://www.un.org/millennium/declaration/ares552e.pdf>.

« **Egalité.** Aucune personne, aucune nation ne doit être privée de la possibilité de bénéficier du développement. L'égalité des droits et des chances entre les femmes et les hommes doit être assurée. »

« **Respect de la nature.** Il faut faire preuve de prudence dans la gestion de toutes les espèces vivantes et des ressources naturelles, conformément aux préceptes du développement durable. C'est seulement de cette façon que les richesses incommensurables fournies par la nature pourront être préservées et léguées à nos descendants. Les modes non viables de production et de consommation actuels doivent être modifiés dans l'intérêt de notre bien-être futur et de celui de nos descendants. »

4.1 La participation économique et la croissance sans emploi

Des préoccupations concernant le manque d'emplois décents ont été exprimées lors des consultations dans toutes les régions du monde. L'écart entre le nombre de femmes et d'hommes qui cherchent un emploi productif et la création d'emplois décents a été considéré comme insoutenable socialement, économiquement, écologiquement et politiquement. Une croissance sans emploi est considérée comme un facteur majeur contribuant aux inégalités de revenus et au renforcement d'autres types d'inégalités. Un manque d'emplois conduit à un sentiment d'injustice et d'insécurité. Pour les sociétés, les emplois sont nécessaires pour réaliser la transformation du développement. Pour les individus, les emplois sont les seuls moyens durables de gagner des revenus et d'échapper à la pauvreté.

« Les emplois sont au centre du développement. C'est pourquoi l'emploi doit être considéré comme un des principaux instruments de lutte contre la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion ». - Représentant syndical, consultation nationale, Inde

Les intervenants des consultations ont parlé de la discrimination généralisée et de la marginalisation sur le marché du travail. Ceci est connu, par exemple, par la population Rom en Europe de l'Est, les peuples autochtones en Amérique latine, et de nombreux groupes marginalisés et pauvres à travers le monde. Ils sont souvent incapables de trouver un emploi en raison d'une éducation de mauvaise qualité plus tôt dans leur vie ou en raison de la perception d'infériorité fondée sur le sexe, l'âge, la classe sociale, la race, l'origine ethnique, le handicap ou d'autres caractéristiques.

« Lorsque les personnes postulent à des emplois, si vous habitez dans le ghetto, vous devez donner une adresse dans les « bons » quartiers de la ville pour obtenir le travail. »
- Participant à un groupe de discussion, consultation nationale, Jamaïque

Même quand ils trouvent des emplois, les groupes discriminés et marginalisés subissent des conditions de travail difficiles. Au Pérou, les femmes de ménage professionnelles ont demandé plus de respect et de meilleures conditions de travail. Elles ont demandé un emploi « digne ». Les inégalités entre les sexes empêchent les femmes de trouver un emploi décent et d'accéder aux ressources productives telles que la terre.

« L'avenir est sombre pour nous, les femmes de petits agriculteurs. Dans les coutumes locales, seuls les hommes héritent de la terre, même si les femmes font la plupart du travail dans les champs. Cette structure nous garde dépendantes des hommes et nous rend prisonnières de la pauvreté. » - Femmes agriculteurs, Togo

« La discrimination fondée sur le sexe continue d'être un obstacle sérieux à la réalisation de moyens de subsistance durables et équitables. Malgré le fait que les femmes constituent les trois quarts de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture, les droits de propriété sont fortement érigés contre elles. » - Participant provenant d'associations d'agriculteurs, consultation nationale, Inde

Les personnes discriminées et marginalisées sont confrontées à des problèmes d'emploi, même dans de bonnes conditions économiques. Mais quand les emplois se font rares, elles sont poussées au-delà des limites. En Arménie, en Serbie et au Tadjikistan, les participants ont parlé de la façon dont les gens sont obligés d'accepter un emploi clandestin ou dangereux et de longues heures de travail quand les emplois décents sont rares.

Le manque de travail décent est un phénomène omniprésent dans la plupart des pays. La consultation sur la croissance et l'emploi a documenté la façon dont le chômage est en hausse dans les pays développés, tandis que dans les pays à faible et à moyen revenus, des parts importantes de la main-d'œuvre sont piégées dans des formes clandestines et précaires d'emploi. La moitié de ceux qui travaillent dans les pays en développement travaillent dans le secteur clandestin.

Les consultations ont fait ressortir les choix que les personnes font en l'absence de travail décent et correctement rémunéré. Certains font un travail non rémunéré sur de petites parcelles de terre. Les femmes restent à la maison et ont plus d'enfants. Les hommes et les jeunes vont vers les cités, les villes en plein essor ou d'autres pays à la recherche de meilleures possibilités d'emploi, et viennent grossir les rangs des commerçants clandestins, des mineurs et des migrants. Beaucoup de jeunes poursuivent leurs études dans l'espoir que cela améliorera leurs perspectives d'emploi. D'autres jeunes descendent dans la rue pour exprimer leur colère

et leur insécurité. La plupart des gens acceptent des emplois, n'importe quel emploi, même s'ils sont maltraités, si les conditions de travail sont dangereuses ou si le travail est juste pour une journée ou quelques heures.

Les travailleurs du secteur clandestin et les migrants se sentent particulièrement précaires et vulnérables. Par exemple, au Rwanda, des personnes qui essaient de gagner leur vie en vendant dans les rues racontent leur vulnérabilité aux arrestations : « Les vendeurs à la sauvette sont arrêtés, dépossédés de leurs biens, et emprisonnés, et le petit capital de démarrage disparaît. »

Le manque d'emploi entraîne la migration du travail, qui, si elle est mal gérée, crée d'importants contingents de travailleurs migrants qui sont souvent criminalisés et ont des droits limités dans les pays d'accueil. En République de Moldavie et au Tadjikistan, les participants ont souligné que la migration a également créé des difficultés et des risques pour les familles et les enfants laissés derrière, en particulier, lorsque la couverture de la protection sociale est faible. En Tanzanie, les participants ont affirmé que les migrants internes sont confrontés à d'énormes insécurités, et que beaucoup sont victimes de la violence et même d'homicide, ce qui les laisse, eux et leur famille dans des situations encore plus précaires.

Le chômage des jeunes a atteint des proportions alarmantes dans certains pays, développés et en développement. Dans certains pays d'Europe du Sud, plus de 50 pour cent des jeunes sont au chômage. A Djibouti, le chômage a atteint des proportions alarmantes et touche près de 50 pour cent de la population active et environ 60 pour cent des jeunes. Compte tenu de la situation économique difficile et d'un chômage persistant, les jeunes générations disent qu'elles ont perdu confiance en elles et en l'avenir de la nation. La plupart des jeunes ont grandi fatalistes et considèrent que la solution est d'aller à l'étranger. Ce qui est particulièrement préoccupant, c'est le grand nombre de jeunes qui ne sont ni employés, ni en formation à temps complet.

Relever ces énormes défis liés à l'emploi ne nécessite pas moins qu'une transformation structurelle des économies. L'absence de croissance inclusive est considérée comme contribuant à l'inégalité, à l'injustice et à l'insécurité. Lors de la consultation sur la croissance et l'emploi, il a été fait fortement appel à des politiques plus actives pour promouvoir les secteurs générateurs d'emplois et permettre une transformation structurelle vers une production à valeur ajoutée plus élevée.

L'importance de la gouvernance

Les marchés et le secteur privé, à eux seuls, sont considérés comme étant incapables d'assurer une croissance qui soit socialement et écologiquement durable : les gouvernements doivent

être proactifs dans la promotion des secteurs productifs et durables, tout en réduisant la pollution de l'environnement et la dégradation des ressources naturelles. Les gouvernements doivent mettre en place des politiques économiques cohérentes pour stimuler la création d'emplois décents pour beaucoup. Les participants aux consultations attendent également que les gouvernements fassent un meilleur travail pour la création de « biens » publics, la lutte contre la discrimination sur le marché du travail, la prolongation de la couverture de protection sociale et d'autres droits pour les travailleurs clandestins et les travailleurs migrants, et la prise de mesures plus proactives pour lutter contre les taux élevés de chômage ou l'exclusion du marché du travail, vécue en particulier, par les jeunes et les femmes.

Les demandes pour un rôle plus proactif des gouvernements viennent s'ajouter aux demandes pour une plus grande responsabilisation des gouvernements. Les déficiences de la gouvernance, telles que la corruption, le contrôle des principales ressources par les élites politiques et économiques, le tout aggravé par la faible capacité des institutions gouvernementales, sont considérés comme faisant obstacle à la croissance inclusive en dilapidant les ressources nécessaires au développement. De nombreux participants, notamment des pays africains, voient la corruption comme ayant non seulement conduit à une mauvaise utilisation des ressources publiques, mais aussi à l'érosion de la culture de confiance qui est nécessaire pour approfondir et élargir les marchés. Par exemple, la lutte contre la corruption au sein des élites du gouvernement est considérée comme essentielle pour la diversification des économies qui dépendent de l'exportation d'un nombre limité de produits non raffinés. Il y a eu des appels provenant du secteur privé au Moyen-Orient et en Afrique du Nord pour l'abandon d'un système qui dépende des ressources et des contrats contrôlés par l'Etat vers un système qui puisse mobiliser des capitaux indépendants et des initiatives entrepreneuriales.

Une plus grande interdépendance entre les pays exige des changements dans la gouvernance économique internationale. Les participants aux consultations ont appelé à une réforme du commerce, de la finance et du transfert des technologies à l'échelle mondiale, parce que sans ces réformes, de nombreux pays ne seront pas en mesure de progresser vers leurs objectifs de croissance inclusive, d'emploi et de durabilité environnementale. Par exemple, dans les consultations en Indonésie et aux Philippines, des préoccupations sont exprimées quant à l'impact des accords commerciaux sur les petites industries traditionnelles et les moyens de subsistance locaux. Celles-ci sont exprimées dans des appels pour « un commerce équitable au lieu du libre-échange ». Le maintien des subventions à la production agricole dans les pays riches constitue des obstacles à l'amélioration des emplois et des revenus agricoles dans les économies les moins développées. Le manque de transparence dans les systèmes financiers internationaux entraîne une augmentation de la volatilité et la « socialisation » des risques, auxquelles les économies vulnérables et les sections vulnérables de la société sont moins en

mesure de faire face. Les règles qui empêchent le transfert de la technologie et l'échange des connaissances freinent les opportunités de diversification et de développement des affaires, ainsi que la recherche de solutions plus durables pour une croissance future.

4.2 La nécessité d'une durabilité environnementale

La durabilité environnementale est considérée comme un objectif séparé dans l'architecture des OMD, alors que dans la Déclaration du Millénaire, elle est considérée comme une valeur sous-jacente qui devrait toucher tous les autres objectifs et toutes les autres cibles. Ceci signifie que le lien entre la durabilité environnementale, la pauvreté de revenu et les inégalités a été sous-estimé. La consultation sur la durabilité environnementale a souligné ces liens, et les consultations nationales montrent clairement comment l'absence de pratiques durables au niveau de l'environnement et les modèles non viables actuels de croissance contribuent aux inégalités et à l'insécurité croissante pour les populations hautement vulnérables et celles qui le sont récemment devenues. Les consultations appellent à la fois à la création d'un objectif de durabilité environnementale et au fait que cette durabilité soit considérée comme un principe de base à rationaliser dans tous les autres objectifs.

Les consultations en Afrique, par exemple, ont montré comment l'évolution des conditions météorologiques aggravées par la déforestation et la dégradation des terres a un impact direct non seulement sur les revenus par la perte de terres arables, mais aussi sur la sécurité alimentaire et l'eau. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les inquiétudes ont également été fortement exprimées sur l'impact actuel et futur de l'épuisement des ressources sur la sécurité humaine.

« Nous devons prendre soin de notre Pachamama [Terre Mère], sinon, comment allons-nous vivre ? » - Homme indigène, Imbabura, Equateur

L'absence d'une gestion durable des ressources naturelles est considérée comme un facteur qui renforce les inégalités, en menant à plus d'inégalité d'accès aux ressources naturelles, notamment l'eau potable, l'élimination sûre des déchets, l'air non pollué et l'exposition à la pollution et aux risques agricoles ou chimiques. Au niveau international, les inégalités sont ressenties par les pays les plus pauvres et leurs populations, qui portent souvent le fardeau du changement climatique, sont moins aptes à faire face à ses effets et ont peu contribué à ses causes (par exemple, l'Afrique est responsable de 2,5 pour cent des émissions de carbone).⁶ Des inégalités mondiales pour ce qui est de l'utilisation des ressources naturelles sont également observées dans l'utilisation de l'eau pour produire de l'énergie : dans le monde

⁶ S'attaquer aux inégalités, rapport final, p53.

entier, l'énergie utilise 8 pour cent de tous les prélèvements d'eau douce, mais les pays riches détournent jusqu'à 44 pour cent de cette quantité. L'absence d'une gestion efficace des ressources naturelles contribue à des inégalités au sein des pays et au niveau mondial concernant l'accès à ces ressources. Ceci s'applique aussi aux inégalités intergénérationnelles, car l'épuisement continu des ressources naturelles implique une réduction de sa disponibilité pour les générations futures.

Les consultations nationales ont mis en évidence des cas où l'insécurité de l'emploi et des revenus est en hausse chez les communautés affectées par la dégradation des sols et la pollution de l'eau. L'exemple des pêcheurs du Togo montre comment ceci peut renforcer les inégalités, car ceux qui sont déjà mieux établis ou plus aisés sont en mesure de faire face et de trouver des solutions alternatives.

« Les lacs sont presque morts ici. Par conséquent, les plus chanceux d'entre nous vont au Gabon pour pêcher et reviennent avec beaucoup d'argent, alors que les pêcheurs pauvres comme moi, sont confinés dans cette misère. Nous exigeons que les lacs de la région, qui sont à la fois sales et sans vie, soient examinés par des experts. » — Pêcheurs togolais

Les consultations désignent les déficiences de la gouvernance aux niveaux national et international, ainsi que le manque de volonté politique, comme étant une grande partie du problème dans la réalisation de voies de développement plus durables au niveau de l'environnement. Une meilleure gestion des ressources naturelles est nécessaire, avec des incitations claires pour encourager une utilisation plus efficace et moins dispendieuse. Il existe également un besoin de cadres réglementaires et de moyens de poursuivre en justice les gouvernements, les particuliers et les entreprises pour leurs pratiques dommageables et le manque de respect de la durabilité environnementale.

« A la base, la crise de l'eau a été considérée comme une crise de gouvernance... ...la voix des parties prenantes et la transparence sont des éléments importants pour une prise de décision efficace concernant les allocations d'eau. » - Consultation sur l'eau, rapport final, p14

« L'environnement gravement dégradé du Soudan, ainsi que les questions territoriales non résolues, posent d'énormes défis pour les moyens de subsistance, l'économie, la sécurité et le développement. Le caractère non durable de l'environnement soudanais est essentiellement le résultat d'une gouvernance environnementale affaiblie, impliquant les cadres politiques, juridiques et institutionnels pour la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. » - Consultation nationale, Soudan

« Pour progresser avec succès dans toute entreprise de développement durable, il faut une bonne gouvernance, l'état de droit et la transparence avec la participation de la société civile. » - Participant, consultation sur la durabilité environnementale

« Dans l'intérêt de la justice et de l'équité, les gouvernements doivent se mettre d'accord sur un cadre réglementaire international qui établirait des normes sociales et environnementales minimales, veillant à ce que les sociétés paient leur juste part d'impôts, et évitant que les entreprises deviennent si importantes qu'elles en viennent à détenir une position de monopole et à être plus puissantes que les gouvernements, ou à être trop grandes pour échouer. » - Représentant du Forum international sur l'environnement, discussion en ligne sur la durabilité de l'environnement

« Le manque de gouvernance internationale efficace, et la faiblesse des gouvernements nationaux, permettent à ces activités humaines destructrices de l'environnement de l'emporter largement sur celles qui respectent les lois nationales et les principes de responsabilité environnementale. » - Consultation sur le développement durable de l'environnement

L'importance de la gouvernance

La durabilité environnementale nécessite le changement des modes de consommation et de production actuels basés sur le gaspillage. Les gouvernements sont considérés comme des « facilitateurs » vitaux pour éloigner la tendance à accorder la priorité à la croissance économique à tout prix, au détriment de la durabilité sociale et environnementale. Un des problèmes principaux, c'est que le capital naturel n'est traditionnellement pas évalué ni prisé, et n'est donc pas intégré dans la prise de décision économique. En conséquence, il est fortement sous-évalué, et il existe très peu d'incitations à l'utiliser de manière durable. Il existe des mesures pouvant être utilisées pour incorporer la valeur des ressources naturelles dans les décisions de politique économique, et les gouvernements devraient les appliquer de manière cohérente. La fixation d'un prix pour l'utilisation des ressources communes mondiales pourrait soutenir davantage le passage vers une dissociation de l'activité économique de l'utilisation des ressources par l'introduction de technologies et de processus innovants, puisque les économies réalisées par le biais de ces mesures permettraient non seulement d'énoncer un dossier de décision clair pour transformer la production des entreprises, mais soutiendraient également les décideurs pour justifier les investissements nécessaires.

La consultation sur la durabilité environnementale et celle sur la gouvernance ont toutes deux souligné les avantages potentiels de l'augmentation des opportunités de participation des

communautés dans la gestion des écosystèmes locaux et des ressources naturelles, et de faire des efforts plus consciencieux pour établir des liens entre le niveau local et le niveau mondial.

« Les questions environnementales sont mieux traitées avec la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qui convient, en particulier la participation des jeunes : ils hériteront les défis intergénérationnels de la durabilité environnementale et écologique. Une gouvernance inclusive qui favorise l'autonomisation des jeunes est essentielle pour relever les défis environnementaux. » - Consultation sur la gouvernance, rapport final

Les participants à la consultation sur la durabilité environnementale ont appelé à l'habilitation légale des collectivités locales, en créant des tribunaux environnementaux locaux, où les entreprises ou les particuliers pourraient être jugés sur les impacts environnementaux négatifs de leurs actions. Des exemples de ces tribunaux verts fonctionnent déjà en Chine et en Inde.

Enfin, il est reconnu que le manque de cadres réglementaires efficaces, de systèmes de justice et d'incitations peut signifier que le secteur privé peut miner les efforts visant à améliorer la durabilité environnementale. Mais l'inverse est également vrai : les gouvernements ont un rôle à jouer pour créer un environnement propice, grâce à la conception appropriée de taxes, de subventions et des marchés publics, afin de guider les contributions du secteur privé vers un modèle de croissance davantage basé sur la durabilité de l'environnement.

Comme l'a dit un des participants à la consultation sur la durabilité environnementale :

« Le secteur privé devient de plus en plus conscient de son rôle pour une croissance à long terme qui soit écologique et inclusive pour un développement durable. Il apporte de nouvelles idées dans la lutte pour l'éradication de la pauvreté mondiale, en créant des partenariats avec les acteurs traditionnels du développement tels que les organismes d'aide nationaux et les ONG, en s'appuyant sur les chaînes d'approvisionnement afin de créer des opportunités économiques pour les populations les plus pauvres du monde, et en intégrant la responsabilité sociale dans leurs pratiques commerciales. Ce secteur est un acteur important pour la mise en forme de l'agenda de croissance écologique et inclusif. Les gouvernements doivent assurer un climat propice à l'investissement pour stimuler la participation du secteur privé ». - Consultation sur la durabilité environnementale

Atteindre des modèles de durabilité environnementale et de croissance durable est un défi universel en ce sens qu'il affecte tous les pays, et tous les pays doivent prendre des engagements pour y remédier. La communauté internationale a un rôle à jouer dans la gestion des biens publics mondiaux, et pour obtenir les incitations et les mécanismes de responsabilisation efficaces pour lutter contre les « ennemis » publics, en particulier les émissions de carbone, l'acidité des océans et l'épuisement des ressources naturelles.

4.3 Demandes pour un gouvernement plus réactif

La gouvernance démocratique et participative est mentionnée dans la Déclaration du Millénaire comme le moyen le plus important d'atteindre les droits de l'homme. Il a été dit que le succès de la réalisation des objectifs de développement et d'élimination de la pauvreté dépend d'une bonne gouvernance dans chaque pays, et d'une bonne gouvernance au niveau international, et particulièrement de la transparence des systèmes financiers, monétaires et commerciaux. Cependant, l'importance d'une gouvernance réactive et responsable n'a pas été correctement reflétée dans les OMD.

Des améliorations de gouvernance sont réclamées de deux manières dans les consultations. Premièrement, on demande une plus grande responsabilisation et une plus grande participation résultant d'un sentiment d'injustice face à l'exclusion. Deuxièmement, il existe un sentiment profond qui dit que sans amélioration de la capacité et de la transparence des institutions publiques, en particulier leur capacité à fournir des services publics et à gérer les ressources naturelles, les bénéfices de l'élaboration d'un nouvel et ambitieux agenda pour le développement peuvent être limités. Une bonne gouvernance est considérée comme un résultat du développement à part entière, ainsi qu'un élément clé pour la mise en œuvre des mesures visant à atteindre les OMD et les objectifs de développement futurs.

« Je pense que la façon dont notre système de gouvernement fonctionne et les inégalités dans notre société sont des obstacles à la croissance et au développement. Si ça continue comme ça, que nous prévoyions pour un monde post-2015 ou post-2050, les choses resteront toujours pareilles. » - Homme de 22 ans, Tamil Nadu, Inde

Le droit à l'expression et à la participation est perçu comme contribuant au sentiment de dignité des personnes en tant que citoyens. C'est la base d'une relation de plus grande confiance avec les gouvernements, ce qui, en soi, est un facteur important pour le développement. Le droit à l'expression est nécessaire pour faire ressortir les injustices, et responsabiliser les gouvernements, en tant que détenteurs de devoirs, pour ne pas respecter leurs obligations.

« Quand il s'agit de la thématique de la santé, vous devez cibler les groupes marginalisés et les entendre. » - Jeune utilisateur masculin, enquête Facebook/en ligne, Jordanie, Janvier 2013

« Les postes les plus importants du gouvernement sont tous occupés par des hommes. Les femmes qui franchissent les échelons du système finissent généralement à un poste plus symbolique, dans ce qu'on appelle les ministères « doux », sans être soutenues par

des budgets pour remplir leurs fonctions. Cela doit changer. » - Jeune femme participante, consultation nationale, Yémen

« Rien pour nous sans nous. » - Jeunes femmes handicapées, demandant la parole sans aide ni interprète, consultation nationale, Equateur

Le manque de gouvernance participative est considéré comme un des obstacles structurels qui entraînent les inégalités. Il est considéré comme contribuant à des situations explosives, à l'instabilité et à des conflits potentiels et, par conséquent, à l'augmentation de l'insécurité. Les jeunes et les enfants adolescents figuraient en bonne place dans les consultations, en tant que contributeurs mais aussi comme sujets de conversation. Ce groupe a été reconnu comme étant une force de transformation, mais la faible participation fait que l'énergie et la volonté de transformation au sein de ce groupe ne parviennent pas à être exploitées.

« Les jeunes veulent être proactifs, faire partie du changement, leurs opinions, leurs idées et leurs besoins doivent être dûment pris en considération. La jeunesse se joint à des organisations promouvant la participation civile et le bénévolat ... [pour obtenir] plus d'opportunités pour la participation citoyenne et le travail bénévole. ». - Rapport national, Guatemala, pp1 et 12

« Nous ne voulons pas être éduqués pour être des employés et obéir aux ordres, mais pour être des entrepreneurs, des créateurs et des agents de changement. » - Participant, Dialogue de la jeunesse en Colombie

« J'espère qu'un jour je pourrai transmettre mon point de vue et mes idées aux décideurs. » - Participant, groupe de discussion avec les mouvements de jeunesse, Jordanie

« Nous sommes les futurs leaders d'aujourd'hui, de demain et d'au-delà de 2015, et nos droits d'expression ont été entendus. » - Fille de 14 ans, école secondaire de Lusaka, consultation nationale, Zambie

« ...de grandes populations inactives combinées à de plus grandes inégalités, le tout aggravé par un manque de ressources, voici d'importants facteurs de conflits et d'instabilité. » - Intervenant, Discussion en ligne sur la dynamique des populations

En plus de la forte demande pour une gouvernance plus participative et plus responsable comme un droit, la gouvernance a été reconnue tout au long des consultations comme étant un « facilitateur » nécessaire pour assurer l'application effective d'autres objectifs et cibles. Ceci a été illustré dans les sections ci-dessus sur la croissance et l'emploi, ainsi que sur la durabilité

environnementale. Les déficiences de la gouvernance, le manque de capacités des institutions, la transparence, la corruption, l'absence de systèmes efficaces de justice, et le manque de responsabilisation, sont considérés comme faisant obstacle à la réalisation des OMD ou conduisant à des réalisations inégales. Le printemps arabe a démontré clairement comment les injustices perçues liées au manque de participation politique ou de « voix », combinées à des modèles inégaux de croissance et aux possibilités limitées de participation économique, peuvent atteindre un point de basculement dans des situations apparemment stables.

« [la priorité devrait être la] ...lutte contre la corruption au sein du gouvernement et du secteur privé pour former des citoyens, des politiciens et des hommes d'affaires éthiques, honnêtes et responsables, et par conséquent, une nation plus forte, une société moins inégalitaire. » - Homme de 58 ans, secteur privé, consultation nationale, Brésil

« Le manque de responsabilisation est un défi majeur pour le Liban. Les lois sont transgressées, l'argent est gaspillé et la constitution est violée avec peu ou pas de responsabilité, en particulier pour les individus au pouvoir. La « couverture sectaire » ou les « liens politiques » ou la « puissance financière » agissent comme des boucliers contre la responsabilisation, ce qui sape l'état de droit. » - Participant en ligne, consultation nationale, Liban

« Les dirigeants devraient être plus transparents, que ce soit au sujet des dépenses, du budget ou de la planification. » - Discussion à la radio, Zambie

« Parfois, les enfants de ministres deviennent députés du parlement, ils n'ont même pas servi dans l'armée et ne savent pas quels sont les problèmes. Comment peuvent-ils diriger les personnes ? Les votes ne doivent pas être vendus. » - Participant à un groupe de discussion, consultation nationale, Kirghizistan

L'absence d'un système judiciaire qui fonctionne bien amène les gens à se sentir impuissants. On a trouvé un exemple extrême de cela en Colombie, pays qui compte le plus grand nombre de personnes déplacées en interne (entre 4,9 et 5,5 millions). Cette population a perdu ses terres et ses moyens de subsistance et réclame justice pour que son retour soit sécurisé et équitable. Les représentants des personnes déplacées demandent des garanties que leur terre leur sera rendue et qu'elles pourront revenir sur ces terres en toute sécurité. De même, des actions de déminage des champs devraient être entreprises pour offrir des alternatives durables et productives à la population pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le thème de la gouvernance en tant que facilitateur a été présent dans les discussions sur les leçons tirées de la mise en œuvre des OMD et aussi dans le contexte des objectifs futurs. Il a

été jugé fondamental, par exemple, d'assurer l'accès équitable aux services de santé et à une éducation de qualité et de parvenir à une meilleure gestion des ressources naturelles pour assurer un approvisionnement durable et équitable de l'eau, de la nourriture et de l'énergie. Les défis dans la réalisation des améliorations sont souvent perçus comme étant liés à des déficiences en matière de gouvernance et, d'autre part, l'amélioration de la gouvernance est considérée comme une condition préalable pour parvenir à des solutions durables.

« Outre la disponibilité de maigres ressources pour les activités de développement, il existe une capacité limitée des institutions de l'Etat à utiliser les fonds de manière effective et efficace... La corruption entrave gravement le progrès vers la réduction de la pauvreté et le développement humain. Le système de responsabilité publique doit être renforcé et rendu transparent. Les citoyens devraient recevoir des opportunités de faire entendre leur voix et de demander des comptes aux responsables de la fonction publique pour les résultats. Les systèmes de responsabilisation sociale devraient également être renforcés.... Un système de gouvernement local qui fonctionne bien est essentiel pour un système de services sociaux inclusif et efficace à la base. Le système de gouvernement local non seulement fournit un environnement favorable à la participation des personnes pauvres et marginalisées au système politique, mais sert aussi d'interface directe entre les citoyens et les institutions gouvernementales. » - Rapport de consultation nationale, Pakistan

« Les services de santé sont très mauvais, prennent du temps et manquent de services médicaux efficaces. Je crois que la corruption peut être un facteur qui influence la mauvaise qualité des services de santé. » - Femmes d'âge moyen, Brésil

« Nous avons un énorme besoin d'un gouvernement qui se préoccupe réellement des besoins des personnes. Avec cet objectif, nous pouvons répondre à de nombreux autres objectifs. Avec un gouvernement qui est vraiment honnête et transparent, nous pouvons résoudre divers problèmes tels que l'éducation et l'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique, qui sont des choses de base pour la survie de l'humanité. » - Participant de 14 ans, consultation nationale, Brésil

Les processus de décentralisation incomplets ou partiels, non appuyés par une flexibilité budgétaire et de solides mécanismes de responsabilisation, ont été considérés comme contribuant aux disparités croissantes entre les zones rurales et urbaines, ou entre les capitales et « le reste ».

« La couverture globale des services de santé de base est d'environ 45-50 pour cent. Les différences entre les zones urbaines et rurales en matière de santé et de nutrition et de

l'utilisation des services persistent, même si elles semblent avoir diminué au cours de la dernière décennie, probablement en raison d'une importante migration vers les villes. Il existe des disparités importantes entre les zones urbaines, les zones rurales et les régions dans la disponibilité des ressources et des services de santé. La quantité de main-d'œuvre qualifiée est importante, mais est également concentrée dans les régions urbaines et aisées. » - Rapport de consultation nationale, Soudan

« Il y a un manque d'installations sanitaires et d'experts médicaux dans ce pays. Souvent, à l'extérieur des grands centres urbains, les infirmières subalternes servent de médecin. Ainsi, nous avons besoin de plus de médecins, d'infirmières qualifiées et d'obstétriciens dans les hôpitaux et les cliniques locaux et nationaux. » - Association de mères, Togo

« Le problème commence à l'école et se poursuit tout au long des années universitaires. Les universités à l'extérieur du Caire et d'Alexandrie n'ont pas d'équipement de laboratoire ni même d'ordinateurs, ce qui exclut les filières ou les études axées sur la recherche dans les gouvernorats essentiellement ruraux. » - Groupe de discussion égyptien participant sur la mauvaise qualité et la centralisation de la gouvernance des programmes et des installations éducatifs

« Je veux qu'on construise plus de nouvelles écoles, de bâtiments à plusieurs étages, de stades et de jardins d'enfants, non seulement dans la capitale, mais dans toutes les régions de notre pays. » - Consultation nationale, Turkménistan

« Pour moi, le PLUS GRAND DEFI est la question de la GOUVERNANCE URBAINE. » - Participant, discussion en ligne sur la dynamique des populations

La gouvernance est en soi un élément manquant des OMD. Les consultations montrent qu'une grande importance est attachée à la réactivité du gouvernement : ceci se remarque à la fois dans les appels à la reconnaissance du droit de participer et de faire entendre sa voix, et dans la définition d'une gouvernance transparente et capable qui serait un facilitateur clé pour atteindre d'autres objectifs. Ceci suggère qu'une attention plus soutenue doit être accordée dans le futur agenda pour le développement à la définition de cibles visant à obtenir des garanties universelles de droits légaux et d'identité légale, la mise en œuvre de l'état de droit, en garantissant des systèmes judiciaires indépendants, et en établissant des systèmes de surveillance anti-corruption, des mécanismes de recours et des systèmes de surveillance participatifs dans le cadre des efforts visant à améliorer la responsabilisation.

4.4 Faire face aux conflits, à la violence et aux catastrophes

Un message clair issu de la consultation sur le conflit, la violence et les catastrophes a été que la pauvreté ne sera jamais éradiquée si les peuples restent accablés par la peur, l'insécurité et la vulnérabilité. Un appel a été lancé pour un avenir dans lequel tout le monde aura la garantie d'une vie sans peur de la violence, de l'insécurité, de l'injustice et des catastrophes.

L'augmentation spectaculaire de l'urbanisation, le changement climatique, la dégradation des écosystèmes, la migration, l'insécurité alimentaire, les conflits et la fragilité, et autres chocs imprévus soulignent encore plus la nécessité d'examiner les moyens de remédier à cette multitude de risques et d'insécurités dans le prochain agenda pour le développement. La consultation sur les conflits, la violence et les catastrophes a souligné que le développement n'est jamais neutre par rapport au risque ; soit il crée et aggrave les risques et les vulnérabilités, soit il les réduit. Le modèle de développement actuel ne reconnaît pas l'environnement multidimensionnel et complexe de risque auquel les pays sont confrontés à cause de l'accumulation de la fragilité, des catastrophes et des conflits. A cet égard, les participants ont demandé à la communauté pour le développement de concevoir un nouveau modèle de développement qui vise à une réduction nette de toutes les formes de risque d'une manière souple et prospective.

Les facteurs qui entraînent la violence, les conflits et l'insécurité peuvent être attribués à des déficiences de développement telles que l'inégalité, la marginalisation des femmes, l'absence de politiques efficaces pour les enfants et les jeunes, et l'utilisation abusive des ressources naturelles et des ressources de l'Etat. Par exemple, les personnes les plus pauvres au monde sont les plus vulnérables aux catastrophes, notamment celles qui résultent à la fois d'une mauvaise planification du développement dans les agglomérations urbaines et des effets du changement climatique. Les participants à la consultation sur la gouvernance ont noté que les conflits, la violence et la fragilité ont entravé la réalisation des OMD : aucun pays à faible revenu fragile ou touché par un conflit n'a atteint un seul des OMD à ce jour (consultation sur la gouvernance, rapport final, p10).

Les consultations nationales révèlent une compréhension claire qu'il ne peut y avoir de développement en l'absence de paix et de sécurité. La consultation sur les conflits, la violence et les catastrophes souligne la façon dont les inégalités d'accès aux ressources naturelles contribuent au risque de conflit : au moins 40 pour cent des conflits internes au cours des 60 dernières années ont un lien avec les ressources naturelles, et le risque de retour des conflits s'est avéré être plus élevé lorsque les ressources naturelles sont réparties de manière inégale. La gestion durable des ressources naturelles est nécessaire non seulement pour le bien-être économique, mais aussi comme une plate-forme pour une paix durable.

« En tant que jeunes... il existe un réel désir de travailler ensemble pour le développement et la paix dans l'avenir... les opportunités d'emploi, l'augmentation des inégalités, l'environnement, l'égalité des sexes et la paix et la sécurité en Asie du Nord-Est sont des priorités clés que les jeunes de la région veulent voir évoquées dans le futur agenda pour le développement du monde. » - Représentants de la jeunesse de la Chine, du Japon, de la Corée et de la Mongolie, événement jeunesse en Asie du Nord-Est, janvier 2013

Les consultations révèlent également comment les inégalités rendent les personnes les plus vulnérables moins capables de se défendre contre la violence. Ceci se réfère non seulement à la peur du conflit, mais aussi aux attaques qui portent atteinte à la sécurité personnelle. L'appel à la liberté de la violence a émergé très clairement, à la fois dans les consultations en face-à-face et dans les différentes enquêtes. Par exemple, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ce point ressort comme la troisième plus haute priorité pour la région, selon les résultats de l'enquête mondiale MY World.

« De nos jours, la violence arrive jusqu'au pas de votre porte, vous ne vous sentez plus en sécurité, même dans votre propre maison. » - Jeune homme, El Salvador

Ces insécurités et ces inégalités sont étroitement liées à l'injustice. L'insécurité personnelle est renforcée lorsque les gens n'ont pas accès aux systèmes de justice pour offrir de réelles possibilités d'exercer un recours pour les victimes de la violence, ou lorsqu'il y a peu de respect pour l'état de droit. Ceci se ressent dans l'absence de mise en œuvre de politiques anti-discriminatoires.

« Nous devons réduire les disparités sociales pour réduire la violence. » - Participante de 35 ans, consultation nationale, Brésil

La consultation au Costa Rica révèle que les personnes les plus pauvres sentent qu'elles ont moins d'options pour éviter le danger et trouver des alternatives pour se protéger. Des jeunes disent qu'ils marchent dans la crainte d'être attaqués. Des personnes âgées racontent comment elles se font agresser quand elles vont chercher leur pension. Des enfants issus de communautés vulnérables, tels que ceux qui vivent dans le Barrio Cuba, un quartier qui est frappé par la pauvreté et la violence, ont identifié la drogue et l'intimidation comme étant des problèmes prioritaires qu'ils aimeraient résoudre pour assurer un avenir meilleur. Une femme d'Alajuelita, une communauté frappée par la violence, a raconté son histoire sur son mari qui avait été tué sans raison apparente et dit ne pas avoir été en mesure de traduire les auteurs en justice ; une autre femme de la même communauté a dit que son fils était en prison parce qu'il avait défendu sa femme d'une attaque.

Les inégalités de sexe rendent les femmes et les filles particulièrement vulnérables à la violence. La violence sexiste a été soulignée lors des consultations thématiques et dans toutes les régions, comme un abus significatif des droits de l'homme et une manifestation de relations de pouvoir inégales entre les femmes et les hommes.

« Nous sommes coincés dans une mauvaise culture qui prive les femmes du droit de s'exprimer. Par conséquent, les femmes ne parlent pas quand elles sont victimes de violence ou d'autre chose. » - Dirigeants communautaires, Togo

« Quant à moi, je veux que mon avenir soit un environnement beaucoup plus sûr et plus dynamique, c'est-à-dire que les jeunes enfants, et particulièrement les filles et les femmes, puissent être en mesure de travailler librement sans être harcelées par des ivrognes, des vauriens et des hommes plus âgés. » - Fille, consultation nationale, Port Moresby, Papouasie Nouvelle Guinée

« En 2015, je veux un monde où les femmes ne soient pas tuées, où les meurtres de femmes ne soient pas normalisés et où les femmes seraient représentées dans la vie quotidienne et politique. » - Etudiant universitaire, Ankara, Turquie

« L'histoire de toutes les femmes est similaire, comme si les prescriptions de violence avaient été ordonnées et mises en synergie pour un impact maximum. La mutilation génitale des femmes, la violence domestique et la violence sexuelle sont des problèmes graves qui transcendent les plans économiques, sociaux, ethniques et géographiques... »- Consultation sur la société civile, Ethiopie

Les discussions sur les inégalités ont également souligné le rôle important de l'engagement civique et du volontariat comme un moyen pour toutes les personnes, et particulièrement les plus vulnérables, de développer leur sens de la responsabilité et de l'estime de soi et de leur offrir des occasions d'influencer concrètement leurs moyens de subsistance et de jouer un rôle constructif dans leurs communautés.

« Il est nécessaire d'engager les gens, et plus particulièrement les jeunes. La formulation de l'agenda pour le développement peut à bien des égards puiser dans une volonté d'accroître le bénévolat, qui peut, à son tour, permettre d'autonomiser les jeunes, transformer la relation souvent passive entre le citoyen et l'Etat pour relever les défis du développement, et fournir des compétences professionnelles. » - Rapport national du Kirghizistan, domaines thématiques : les valeurs, P16

Pour répondre à ces questions d'insécurité, d'inégalité et d'injustice causées par les conflits, la violence et les catastrophes, l'agenda post-2015 pour le développement doit être global et multidimensionnel. Il doit se concentrer sur les facteurs de paix, garantissant explicitement aux

personnes la sécurité et l'accès à la justice, l'égalité et la cohésion sociale, la participation à la prise de décision, une gouvernance juste, réactive et responsable, l'importance d'institutions inclusives, et un accès équitable aux services, aux ressources et aux opportunités économiques pour tous les groupes sociaux.

Les participants ont noté que les gouvernements ont besoin de créer des ensembles cohérents de politiques qui aident les personnes les plus vulnérables à construire une résilience envers de multiples risques qui pourraient les affecter individuellement ou dans diverses combinaisons. Les politiques de développement économique ne doivent pas exposer les communautés à une plus grande vulnérabilité, par exemple en mettant en œuvre des réglementations de la zone côtière pour la construction de logements et autres infrastructures le long des côtes. Il doit y avoir des cadres réglementaires et des mécanismes transparents pour responsabiliser le secteur privé envers les pratiques néfastes qui nuisent aux communautés locales. Encore une fois, on appelle à l'inclusion des personnes vulnérables dans la conception des politiques :

« Les chocs multiples qui affectent les pays de la région, y compris le Samoa, sont de plus en plus interconnectés et convergents, créant ainsi des liens complexes. Un cadre pour renforcer la résilience doit s'attaquer aux causes profondes, plutôt que de remédier aux crises récurrentes et de chercher à rééquilibrer les systèmes économiques, sociaux et environnementaux. Le cadre doit aussi être inclusif et répondre aux besoins des pauvres. » - Rapport sur la consultation nationale, Samoa

5. Un nouvel agenda : large, transformationnel et universel

5.1 Les participants aux consultations appellent à un nouveau cadre

Les consultations ont fait prévaloir un sentiment que l'accent sur les objectifs avait non seulement détourné l'attention des éléments importants et des principes sous-jacents de l'agenda pour le développement, mais aussi que l'accent avait souvent été mis sur les symptômes des problèmes et non pas sur les facteurs sous-jacents de progrès. Ceci, ainsi que la reconnaissance du fait que des valeurs importantes ont été perdues dans la mise en œuvre des OMD, a suscité des appels pour un nouveau cadre pour la prochaine série d'objectifs de développement : un cadre qui intègre et réaffirme les valeurs et les principes liés aux droits de l'homme, à l'égalité et à la non-discrimination, au droit de participer, à l'éradication de la peur et de toutes les formes de violence, à l'accès à la justice et au respect de la nature. Un cadre qui réponde aux multiples formes d'injustice et d'inégalité, ainsi qu'aux multiples risques et insécurités, requiert une action coordonnée.

Sans un cadre intégré, il existe le risque que la réalisation d'un objectif se fasse au détriment d'un autre. Par exemple, si la croissance sort les personnes de la pauvreté des revenus, nous devons également nous pencher sur l'impact qu'a la croissance sur la durabilité environnementale. Les consultations ont attiré l'attention sur la nature complexe et interdépendante des défis actuels du développement. Tous les problèmes peuvent être formulés sous forme d'objectifs, mais beaucoup d'entre eux sont également des outils ou des facteurs qui influencent la réalisation des autres objectifs. Par exemple, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes mènent à des progrès plus rapides sur tous les autres objectifs de développement.

Comme le souligne la consultation sur la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition, tels qu'ils sont actuellement conçus, les OMD traitent les symptômes de la pauvreté et du sous-développement, mais ignorent principalement ses causes profondes. Ceci peut conduire à se concentrer excessivement sur l'allègement des symptômes par le biais de l'aide, plutôt que sur des solutions de développement durable à long terme.

« La séparation par cibles autonomes sur la pauvreté, la faim, la nutrition, la santé, l'eau et l'éducation, qui reflète le travail des différentes agences des Nations Unies, a, en gros, contribué à une mise en œuvre fragmentée des objectifs, ce qui a découragé les approches multisectorielles coordonnées nécessaires pour apporter des améliorations plus importantes et plus durables en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. L'utilisation d'un cadre intégré de haut niveau illustrant les rôles des différents secteurs peut faciliter des actions multisectorielles coordonnées : tous ces secteurs sont nécessaires, mais aucun à lui seul n'est suffisant pour assurer la sécurité alimentaire et les objectifs nutritionnels. » - Consultation sur la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition

Comme indiqué plus haut, un grand nombre des valeurs et des principes énoncés dans la Déclaration du Millénaire sont non seulement toujours d'actualité, mais ils sont d'autant plus en demande que les défis mondiaux sont intransigeants. Le nouveau cadre devrait renforcer et intégrer les valeurs et les principes de la Déclaration du Millénaire, mais aussi relever des défis émergents liés à la durabilité dans toutes ses dimensions : environnementale, sociale et économique. Il doit veiller à ce que la croissance économique ne soit pas poursuivie au détriment de la planète, et qu'elle n'exclue pas de grandes parties de la population des bienfaits du progrès du développement.

Comme l'a exprimé un participant à la consultation sur l'eau :

« Les OMD fournissent une plate-forme commune à partir de laquelle toutes les parties prenantes se mettent d'accord sur le développement, le planifient et l'exécutent. Cependant, la seule chose que les OMD ont fait, involontairement, c'est de créer des

silos : l'éducation a ses propres objectifs, l'eau a les siens, etc. de sorte que chacun travaille dans son propre petit silo et ne parle ou ne discute pas avec les autres pour travailler en synergie et trouver ses points communs. »

Et dans le rapport final de la consultation sur la santé :

« Les OMD ont également contribué à des approches fragmentées du développement : entre les différents OMD de la santé, entre les OMD de la santé et d'autres OMD, tels que l'égalité des sexes, et entre les OMD et les priorités omises dans l'agenda des OMD. »

Les liens entre les différents défis de développement sont décrits par sujet dans le chapitre 3. Il a été souligné ci-dessus qu'une gouvernance réactive, responsable, transparente et capable est un résultat de développement en soi, mais aussi un facteur fondamental pour atteindre d'autres objectifs. La même chose est vraie, dans une large mesure, pour les autres questions abordées par les 11 consultations thématiques.

Ceci peut être illustré en regardant le domaine de l'éducation, qui est considéré comme un droit de l'homme fondamental et un but en soi, mais aussi comme un outil pour atteindre d'autres objectifs. En fait, un des participants à la consultation du Malawi y fait référence comme étant l'épine dorsale du développement, tandis qu'un participant aux consultations du Brésil a déclaré que l'éducation était la base par le biais de laquelle tous les autres OMD pouvaient être atteints.

La consultation sur les **conflits, la violence et les catastrophes** appelle à une éducation sensible aux conflits et à une éducation qui joue un rôle dans la promotion de la tolérance, de la paix et de la résolution des conflits. Elle attire également l'attention sur la nécessité d'infrastructures éducatives sûres, de sorte que les enfants soient moins vulnérables aux risques de catastrophes. Pour la durabilité environnementale, y compris l'utilisation durable de l'énergie, de l'eau et de la terre, l'éducation est considérée comme essentielle pour cultiver une meilleure compréhension de la façon dont les gens interagissent avec l'environnement et la façon dont ils en dépendent. En fait, la consultation sur la **durabilité environnementale** a appelé à des transformations dans l'enseignement à l'intérieur et à l'extérieur des écoles, pour augmenter la connaissance des enjeux de la durabilité et de l'urgence de s'attaquer à leurs causes profondes, et pour encourager le respect des ressources de la planète. L'éducation est considérée comme importante dans la lutte contre la **malnutrition**, pour promouvoir des choix alimentaires sains ainsi que de bonnes pratiques d'hygiène, car tout ceci influence l'état de **santé**. L'éducation améliore la santé des femmes et des enfants et influe sur le choix de la taille de la famille. L'inclusion des **droits sexuels et reproductifs** dans les programmes scolaires permet de s'assurer que les femmes fassent des choix éclairés en matière de fertilité. Dans la consultation sur la **croissance et l'emploi**, l'éducation a un rôle clé à jouer pour aider les jeunes à acquérir

les compétences dont ils ont besoin pour trouver des emplois décents. L'éducation a également un rôle à jouer dans la réduction des **inégalités**, à condition qu'elle intègre également les groupes marginalisés et exclus, comme les filles, les enfants handicapés et les communautés d'hommes et de femmes homosexuels, et aborde les questions liées à la discrimination, en faisant que les jeunes prennent conscience de leurs droits. L'éducation, en particulier l'enseignement secondaire terminé, a un effet multiplicateur sur **l'autonomisation des femmes et des jeunes filles**. La consultation sur la **gouvernance** a recommandé que l'éducation anti-corruption fasse partie des programmes nationaux, et plus largement pour soutenir la participation dans le processus décisionnel.

« Le manque d'éducation est la cause principale de mortalité maternelle en Zambie. Comment allons-nous trouver de meilleurs emplois et responsabiliser le gouvernement si nous n'avons pas une bonne éducation ? Nous devons investir dans l'éducation aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire. » - Réunion dans la Mairie, Lusaka, consultation nationale, Zambie

Atteindre des résultats équitables en termes d'éducation dépend aussi du traitement des questions soulevées dans d'autres groupes thématiques. Les questions traitées dans d'autres consultations thématiques seront les moteurs ou des facilitateurs de l'amélioration (ou de l'absence de progrès) des objectifs touchant l'éducation. Par exemple, s'il n'y a pas d'accès sûr à l'eau, les élèves sont plus susceptibles de devoir manquer l'école pour recueillir de l'eau. La consultation sur l'eau a également montré que fournir aux étudiants l'accès aux installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) peut stimuler la fréquentation, améliorer la réussite et promouvoir l'équité. Toutefois, 49 pour cent des écoles n'ont pas accès à l'eau potable, et 55 pour cent des écoles n'ont pas accès à des installations sanitaires dans des pays à faible et à moyen revenus (consultation sur l'eau, rapport final, p14). La croissance et la dynamique démographiques doivent également être prises en compte dans la planification de l'éducation.

Les facteurs sous-jacents doivent être compris, dans la mesure où, s'ils ne sont pas abordés, ils peuvent avoir un impact négatif sur la réalisation durable de l'objectif en question. Comme l'éducation, la santé est considérée comme influençant et contribuant à la réalisation d'autres objectifs, alors que ces derniers influent, à leur tour, sur l'état de la santé. Une bonne santé dépend de nombreux autres aspects du développement : l'éducation, l'égalité des sexes, l'énergie durable et la nutrition, l'eau et l'assainissement, et l'adaptation au changement climatique. La croissance démographique et le vieillissement, ainsi que l'urbanisation non planifiée, affectent l'accès à la santé ainsi que sa qualité. La gouvernance est fondamentale pour la prestation de services de santé de qualité. Les conflits et les catastrophes mettent une pression sur les services de santé, y compris ceux des pays voisins. Des modes de production,

de consommation et de croissance non durables sont considérés comme une des causes de la hausse rapide des maladies non transmissibles, qui représentaient 65 pour cent des décès en 2010, dont 80 pour cent se trouvaient dans des pays à faible et moyen revenus. D'autres hausses importantes (plus de 50 pour cent) sont attendues d'ici 2030, notamment en Afrique et en Asie du Sud (Consultation sur la santé, rapport final, p47). Les consultations en Afrique ont montré comment les besoins énergétiques non satisfaits ont conduit la majorité des gens à utiliser le charbon de bois comme source d'énergie et moyen de subsistance pour les régions rurales et dans certaines parties des zones urbaines, avec des effets négatifs sur la santé. Les inégalités mondiales reflétées dans les réglementations commerciales existantes, y compris celles sur les connaissances et le transfert de la technologie, sont considérées comme un obstacle à l'accès aux médicaments dans les pays en développement.

D'après le rapport final de la consultation sur la santé :

« Pour des gains supplémentaires obtenus par le biais de l'amélioration des objectifs de santé, il faut des synergies plus importantes entre la santé et les autres secteurs. Ceci pourrait être facilité par l'encadrement des objectifs d'une manière telle que leur réalisation nécessiterait une cohérence des politiques et des solutions partagées entre plusieurs secteurs : à savoir, une approche type « gouvernement complet » ou « santé-dans-toutes-les-politiques ». »

Et en ce qui concerne la gouvernance :

« Le plus grand défi de la gouvernance pour la cohérence des politiques concerne les prises de décision intra-gouvernementales et inter-gouvernementales, où les priorités de santé publique sont souvent dépassées par d'autres intérêts, par exemple les relations commerciales. »

La consultation thématique sur la gouvernance a recommandé que « les droits de l'homme servent de référence pour la cohérence des politiques ». Les liens entre la réalisation de la sécurité de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation ont été clairement formulés dans les consultations :

« Le problème auquel nous sommes confronté dans la société moderne, c'est que nous oublions les liens intrinsèques entre l'eau, l'énergie et l'alimentation. Nous avons tendance à regarder les pénuries de chacune de ces ressources de façon isolée et nous essayons de les corriger sans comprendre pleinement l'impact de nos actions. Par exemple, si nous voulons produire de la nourriture dans un endroit où l'écosystème naturel ne peut pas soutenir nos cultures préférées, nous « réparons » le problème en pompant de l'eau souterraine ou en la transportant sur de longues distances et en la mélangeant avec des engrais (énergie) pour faire pousser les cultures. Ce correctif signifie généralement une redistribution incroyablement inefficace des ressources qui

finit par nuire aux écosystèmes et par affaiblir les cycles naturels de notre planète. » -
Participant, consultation sur l'eau

Remarques issues de la consultation sur les conflits, la violence et les catastrophes :

« Pour construire une paix durable et garantir la liberté de la peur, l'agenda post-2015 pour le développement doit tenir compte de la nature structurelle des causes profondes des conflits, de la violence et de l'insécurité, ce qui signifie un accent sur l'état de droit, la gouvernance, l'égalité, l'inclusion et les opportunités économiques. »

Tout ce qui précède renforce l'appel pour que les objectifs futurs soient fixés dans un cadre qui reflète l'approche des droits de l'homme et des valeurs fondamentales d'égalité, de justice, de liberté de l'insécurité et de la violence, et de respect de la nature. Ce cadre doit également être utilisé comme base pour l'élaboration d'un système de suivi des progrès, c'est-à-dire que le progrès pourra être contrôlé pour chaque objectif, mais pour éviter les silos et la concurrence entre objectifs, le progrès général devrait également être surveillé par rapport au cadre général.

Ce cadre de conception d'objectifs devrait signifier que les questions de durabilité ainsi que toute incidence à long terme sur l'environnement seront prises en compte, par exemple, lorsque sont conçues des mesures visant à remédier aux problèmes d'approvisionnement alimentaire et de sécurité, d'eau, d'énergie, d'assainissement et de logement. La coordination et la cohérence des politiques seront essentielles. Par exemple, les efforts visant à introduire des incitations qui encouragent une utilisation plus rationnelle et plus efficace des ressources naturelles, à savoir, en mettant un prix dessus, peuvent aller à l'encontre d'efforts visant à s'assurer que l'eau et l'énergie soient accessibles et sécuritaires pour tous. Les personnes pauvres peuvent ne pas être en mesure de payer le prix de ce qui est considéré comme des besoins fondamentaux de l'homme, et qui sont généralement offerts gratuitement ou sur une base subventionnée. Pourtant, sans une meilleure valorisation de l'eau et une meilleure compréhension de ses liens avec l'énergie, il y aura peu de progrès dans la lutte contre le réchauffement climatique. Non seulement les questions de développement durable devront être prises en compte, mais aussi, les modèles de croissance économique et les systèmes de protection sociale devront être adaptés en conséquence.

Les changements structurels dans les économies visant à créer des emplois plus productifs, en particulier ceux qui concernent le secteur agricole, devront réfléchir à la façon dont les changements proposés toucheront les écosystèmes locaux et l'approvisionnement alimentaire local. D'autres politiques visant à la création d'emplois devront tenir compte de leur effet potentiel sur la vulnérabilité aux catastrophes. Par exemple, une participante en Jamaïque a exprimé ses préoccupations au sujet des politiques gouvernementales sur le développement du secteur touristique dans l'ouest de la Jamaïque, en accordant des permis de construire des

hôtels près de la plage. Elle ressentait une friction entre les objectifs de création d'emplois, et la nécessité de protéger le littoral et d'assurer que les politiques n'allaient pas rendre les collectivités plus vulnérables aux catastrophes.

Ce qui précède ne devrait pas nous détourner de l'importance fondamentale de l'élaboration d'un ensemble d'objectifs clairs, mesurables, audacieux, mais réalistes, qui pourront galvaniser l'action pour améliorer des objectifs spécifiques.

5.2. Appels au changement transformationnel centré sur les personnes

Les consultations ont appelé à des objectifs plus ambitieux, mais au-delà de cela, certains demandent de réorienter notre trajectoire développementale de manière ambitieuse. Ceci s'exprime dans les appels à un changement **transformationnel**, qui sont associés à des expressions de confiance dans le fait que nous disposons des connaissances et de la capacité pour nous atteler à une telle transformation, à condition que la communauté internationale ait la volonté d'agir collectivement pour réaliser cette ambition. Le changement transformateur appelle à **placer les personnes**, leurs droits, leurs aspirations et leurs opportunités, **au centre du processus de développement** : par exemple, de nouveaux moyens de permettre l'éducation et l'apprentissage, de nouvelles façons dont nous gérons et valorisons les ressources naturelles. Il remet également en question une croissance économique qui se fait sans voix et sans emploi et qui n'attribue aucun prix à l'épuisement des ressources naturelles.

Le changement transformationnel exige aussi de changer la manière dont la communauté internationale fait des affaires, y compris la façon dont elle obtient les liaisons verticales ascendantes et descendantes entre les priorités mondiales, nationales et locales. Ceci permettra aux personnes dans les communautés locales de faire entendre leur voix à des niveaux plus élevés et de prendre des mesures pour l'amélioration de leurs propres vies et de celles de leur famille et de leur communauté. Ce type de changement permettra d'agrandir les mécanismes qui renforcent la responsabilisation, le suivi participatif et le recours. Il implique de reconsidérer l'utilisation du produit intérieur brut (PIB) comme mesure standard des progrès du développement et d'utiliser également (pour ne pas dire « à la place ») des mesures centrées sur les personnes et sensibles à l'environnement. Il s'agit de favoriser de nouveaux partenariats avec le secteur privé, qui peut être un formidable moteur de changement s'il existe des garanties réglementaires appropriées associées à la reconnaissance que les processus de production durables sont aussi profitables commercialement parlant. Les appels à un changement transformationnel sont associés à des avertissements contre l'inutilité et le danger d'essayer de réaliser des progrès durables par le biais de changements « graduels » ou de continuer « le statu quo ».

5.3 Le futur agenda doit être universel

Toutes les consultations font appel à un agenda **universel**, en reconnaissance du fait que dans notre univers de plus en plus mondialisé, les défis du développement sont mondiaux et tous les pays sont liés entre eux. Il existe des problèmes et des valeurs qui recouvrent tous les pays : les droits de l'homme, la durabilité, l'égalité et la sécurité. Et il y a des problèmes et des défis qui doivent être abordés collectivement. Les principaux défis mondiaux de développement, et la nature universelle de ces défis, ne peuvent être réduits aux pays riches qui fournissent une aide aux pays en développement pour éliminer l'extrême pauvreté. Cette approche type « Statu quo » envers le développement oublie les points clés qui ressortent des consultations. Les pays riches ont un impératif moral de contribuer à lutter contre la pauvreté, mais aussi de lutter contre les inégalités mondiales par le biais de réformes des institutions commerciales et financières, qui représentent certaines des causes profondes de la pauvreté. Les pays riches devraient prendre les devants en effectuant d'abord une transformation vers une consommation et des modes de production plus durables, et en montrant comment, avec les incitations appropriées, les connaissances et les technologies existantes peuvent être exploitées pour atteindre cet objectif sans menacer la paix ni la stabilité sociale. Des partenariats doivent être formés pour relever les défis du développement durable, et chaque pays prend des engagements et des responsabilités, et ne peut être tenu responsable de les remplir.

La dynamique démographique, l'inégalité entre les sexes et la violence contre les femmes, la réalisation de l'énergie durable pour tous, la sécurité de l'eau et la production alimentaire durable, une autre qualité des services de santé et d'éducation, et une autre qualité de l'emploi et des postes d'emploi sont autant de défis qui sont ressentis de différentes manières par les divers pays dans le monde. Cependant, même si l'agenda devrait être universel, toutes les consultations soulignent qu'il devrait y avoir une certaine flexibilité pour que les objectifs mondiaux puissent s'adapter aux circonstances locales. Comme dit le rapport de la consultation sur la santé :

« Tout objectif de santé futur doit être universellement pertinent. Chaque pays abrite des familles et des individus qui n'ont pas les moyens financiers, la nutrition, la médecine ou les soins pour prévenir, traiter et gérer les maladies. Cependant, il n'y a pas deux pays pareils : les objectifs et les indicateurs doivent être adaptables aux priorités de santé et aux circonstances d'un pays. »

5.4 Préoccupations concernant les données

On a vu que les consultations font appel haut et fort à une gouvernance plus responsable et réactive, ne laissant personne derrière. Il est également reconnu que, pour assurer la transparence et lutter contre les inégalités, plus de données, de meilleures données, de nouveaux types de données et des données plus accessibles sont nécessaires. La nécessité d'une révolution des données a été répétée plusieurs fois.

« Nous appelons également à une révolution des données pour le développement durable, avec une nouvelle initiative internationale visant à améliorer la qualité des statistiques et des informations disponibles pour les personnes et les gouvernements. Nous devrions profiter activement des nouvelles technologies, de l'externalisation ouverte, et d'une meilleure connectivité, pour habiliter les personnes avec des informations concernant les progrès vers les objectifs. » Rapport du GNH, p21

Dans le souci de garantir une approche universelle basée sur les droits de l'homme, il existe un consensus clair selon lequel l'accent ne devrait plus être mis sur de simples agrégats nationaux, mais sur des données désagrégées, par quintile de revenu, par région géographique, par sexe et par groupe social pertinent, en particulier les personnes les plus exclues. Comme il a été dit ci-dessus, l'accent mis sur des indicateurs agrégés détourne l'attention des plus défavorisés et des plus marginalisés, qui continuent à être « laissés pour compte ».

La consultation S'attaquer aux inégalités appelle à une participation dans les processus de surveillance, soutenue par des mesures visant à renforcer la capacité et la couverture de l'évaluation et la surveillance nationale et infranationale, la collecte et l'analyse de données. Ceux-ci seront nécessaires pour suivre l'impact des politiques, des lois, des budgets et des programmes, y compris sur les personnes les plus défavorisées et exclues. Il devrait y avoir une évaluation véritablement participative de ces mesures et de ces mécanismes pour qu'une surveillance et une rétroaction locale menée par des citoyens puisse avoir lieu concernant les progrès et la performance. Cependant, cette consultation et la consultation de durabilité environnementale soulignent toutes les deux que, pour que la surveillance effectuée par les citoyens soit efficace, les communautés et les groupes vulnérables doivent avoir accès aux outils nécessaires pour permettre à ce type de surveillance d'être efficace (par exemple, l'éducation, les capacités, les ressources, l'information).

Il existe un accord sur le fait qu'il y a de nouvelles façons de mesurer les objectifs qui n'étaient pas auparavant considérés comme mesurables. Par exemple, la consultation sur la gouvernance souligne que les engagements en matière de gouvernance et de droits de l'homme sont mesurables, et qu'il existe un large éventail de sources de données à partir desquelles les indicateurs pour la gouvernance démocratique et les engagements en matière de droits de

l'homme post-2015 peuvent être obtenus. L'indépendance et l'accessibilité judiciaire peuvent être mesurées, de même que la sécurité personnelle et la participation politique. En outre, il y a un champ d'action pour les objectifs sectoriels en matière de transparence financière et de responsabilité citoyenne. Le cadre de suivi et de responsabilisation pourrait inclure des mécanismes d'examen par des pairs et/ou des cartes de notation des citoyens, grâce auxquelles les citoyens notent la qualité des services fournis par leurs gouvernements, suivi d'audiences sociales dans le cadre desquelles les prestataires de services et les membres de la société civile peuvent communiquer directement.

Les indicateurs de conflit et de prévention de la violence sont relativement nouveaux, mais encore une fois, il existe déjà des modèles et des outils qui fournissent des exemples de la façon dont les progrès peuvent être mesurés. La consultation sur la durabilité environnementale fait remarquer qu'il existe déjà des méthodes, des outils et des exemples pour surveiller les externalités environnementales, telles que la comptabilité du capital naturel et la comptabilité verte.

La consultation sur la dynamique démographique et celle sur la santé soulignent toutes deux la nécessité de renforcer les capacités nationales de collecte et d'analyse des données démographiques, socioéconomiques et du travail, de préparer des projections et d'intégrer les données démographiques dans d'autres statistiques sociales, économiques et environnementales. Davantage de ressources doivent être consacrées à l'amélioration de l'état civil national, et pour s'assurer que des données démographiques désagrégées par âge, sexe, handicap, etc. seront disponibles pour concevoir, mettre en œuvre et surveiller les programmes et traiter les disparités. La consultation sur la croissance et l'emploi souligne la nécessité d'enquêtes sur le travail et d'une harmonisation des définitions et des instruments d'enquête. Les pays riches possèdent l'expertise et devraient investir les ressources nécessaires pour aider les pays pauvres à mettre en œuvre de telles enquêtes à un coût relativement peu élevé.

Parallèlement à la tâche vitale de renforcer les formes traditionnelles de statistiques, il existe des moyens de collecte de données nouveaux et innovants qui peuvent être mis en œuvre avec peu d'investissement financier, et qui peuvent combler certaines des lacunes des indicateurs de suivi. Ceux-ci impliquent l'utilisation de nouvelles technologies telles que la messagerie SMS et l'externalisation ouverte. Les perceptions qualitatives, les réponses sur la qualité de vie et le sentiment de bien-être peuvent être aussi importantes que les mesures quantitatives des résultats. Les consultations appellent aux sondages auprès de participants/utilisateurs de services et de groupes de discussion, et d'autres options pour l'évaluation qualitative et participative des groupes défavorisés. La consultation sur l'Education appelle à des mécanismes et des processus de rapport qui incluent les écoles et les communautés. Cependant, des efforts seront nécessaires, non seulement pour mettre en œuvre et normaliser ces nouvelles

méthodes de collecte de données, mais aussi pour s'assurer que le sous-investissement dans les systèmes statistiques traditionnels soit surmonté.

Dans la consultation sur la santé, un appel a été lancé pour créer un objectif global de « bien-être durable pour tous », qui pourrait intégrer les liens entre la santé et d'autres aspects du bien-être. Une option, allant au-delà du suivi sectoriel, pourrait être d'inclure une mesure des différents aspects de privations comme indice de pauvreté multidimensionnelle, qui montre les privations qu'un ménage (ou un enfant) subit simultanément, mettant en évidence les plus pauvres des pauvres, comme étant ceux qui connaissent un grand ensemble de privations simultanées en même temps. Ceci permettrait non seulement de mettre en évidence des changements dans la pauvreté multidimensionnelle, mais aussi d'illustrer des tendances de l'exclusion sociale et de la marginalisation.

5.4 Pour résumer

Les consultations montrent d'abord et avant tout l'énorme appétit qu'il existe au niveau mondial pour que les personnes jouent un rôle central dans l'élaboration et le changement de leur monde. Elles soulignent que les domaines fondamentaux couverts par les OMD sont toujours d'une importance capitale, et pas seulement pour les personnes vivant dans les pays les plus pauvres. La première tâche d'un nouveau cadre de développement doit être celle de terminer le travail inachevé de la réalisation des OMD et d'assurer les investissements continus nécessaires pour atteindre les domaines cibles des OMD qui sont encore partiels en nature.

Dans un même temps, il existe une demande de renfort de l'ambition, de façon à atteindre le reste des habitants de la planète qui vit encore dans de nombreuses expressions inacceptables de pauvreté, de privation et d'injustice. Il existe une demande d'« atteindre zéro » dans le cadre des cibles non-universelles actuelles, d'aller au-delà des objectifs quantitatifs qui ne tiennent pas compte des problèmes de qualité, et de transcender l'approche silo pour obtenir une approche plus intégrée et holistique. Le cadre devrait exprimer une approche des droits de l'homme qui sous-tende chaque objectif « sectoriel », et les valeurs universelles d'égalité, de justice et de sécurité.

Il existe également des demandes d'aller au-delà des OMD et d'inclure des défis qui deviennent aujourd'hui critiques pour notre bien-être commun mondial. Beaucoup de ces éléments et principes ont été abordés dans la Déclaration du Millénaire, mais ne figurent pas dans les OMD. Quatre questions se distinguent ici : la croissance inclusive et la création d'emplois décents, la gouvernance et la responsabilisation, la paix et la sécurité et la durabilité environnementale. La participation à la majorité de ces consultations a aussi clairement montré l'importance de valeurs telles que l'égalité. Les citoyens exigent non seulement l'éducation, l'alimentation et la

santé, mais aussi la justice, la participation et la dignité pour tous. Il n'y a pas de progrès durable si des personnes sont laissées pour compte.

Les consultations ont démontré avec force que les défis mondiaux d'aujourd'hui ne peuvent pas être abordés en silos : le progrès est nécessaire dans l'ensemble des domaines en même temps. Il existe le besoin d'une approche holistique et fondée sur les droits de l'homme qui prenne en compte la question de la durabilité dans toutes ses dimensions. L'agenda de réduction de la pauvreté ne peut pas être dissocié des actions nécessaires à la sauvegarde de notre planète. L'approche intégrée doit clairement lier l'agenda « traditionnel » de réduction de la pauvreté multidimensionnelle des OMD au fait de parvenir à un développement durable : la réduction de la pauvreté dans le contexte du développement durable (où le développement durable fait référence à un cadre qui utilise une approche fondée sur les droits de l'homme et intègre les questions de durabilité économique, sociale et environnementale).

Enfin, elles soulignent la nécessité d'une révolution des données et d'un cadre solide pour la surveillance des progrès centrée sur les personnes et assurant la responsabilisation pendant son implémentation. Les consultations devraient elles-mêmes être considérées comme le début de cette révolution des données : un exemple d'un exercice de collecte de données participatif, et aussi un exemple des options et des avantages de donner aux citoyens l'occasion de faire entendre leur voix ainsi qu'une opportunité de participation.

Remerciements

Ce rapport a été réalisé par le Groupe de travail sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement du GNUD. Il n'aurait pas été possible sans la contribution et l'engagement des collègues de l'agence dans l'ensemble du système des Nations Unies, y compris les équipes de pays des Nations Unies, dont les consultations ont contribué à ce rapport. L'auteur principal a été Sheila Marnie, avec un contenu régional préparé par Muni Ahlawat, Diego Antoni, Eunice Kamwendo, Gina Lucarelli et Tanni Mukhopadhyay. Nicole Igloi a apporté des contributions supplémentaires et a géré la production du rapport, avec le soutien de Camille André, Véronique Lozano, Gina Lucarelli, Gabriel Normand et Antje Watermann. Le soutien à la présentation en ligne du rapport a été fourni par Zach Hongola et Gayan Peiris. L'orientation générale a été fournie par Paul Ladd, chef de l'équipe post-2015 du PNUD. Le rapport a été révisé par Jon Stacey (The Write Effect) et conçu par Julia Dudnik Stern (Suazion).